ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 15 septembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°984 ■

CONSEIL DE LA NATION

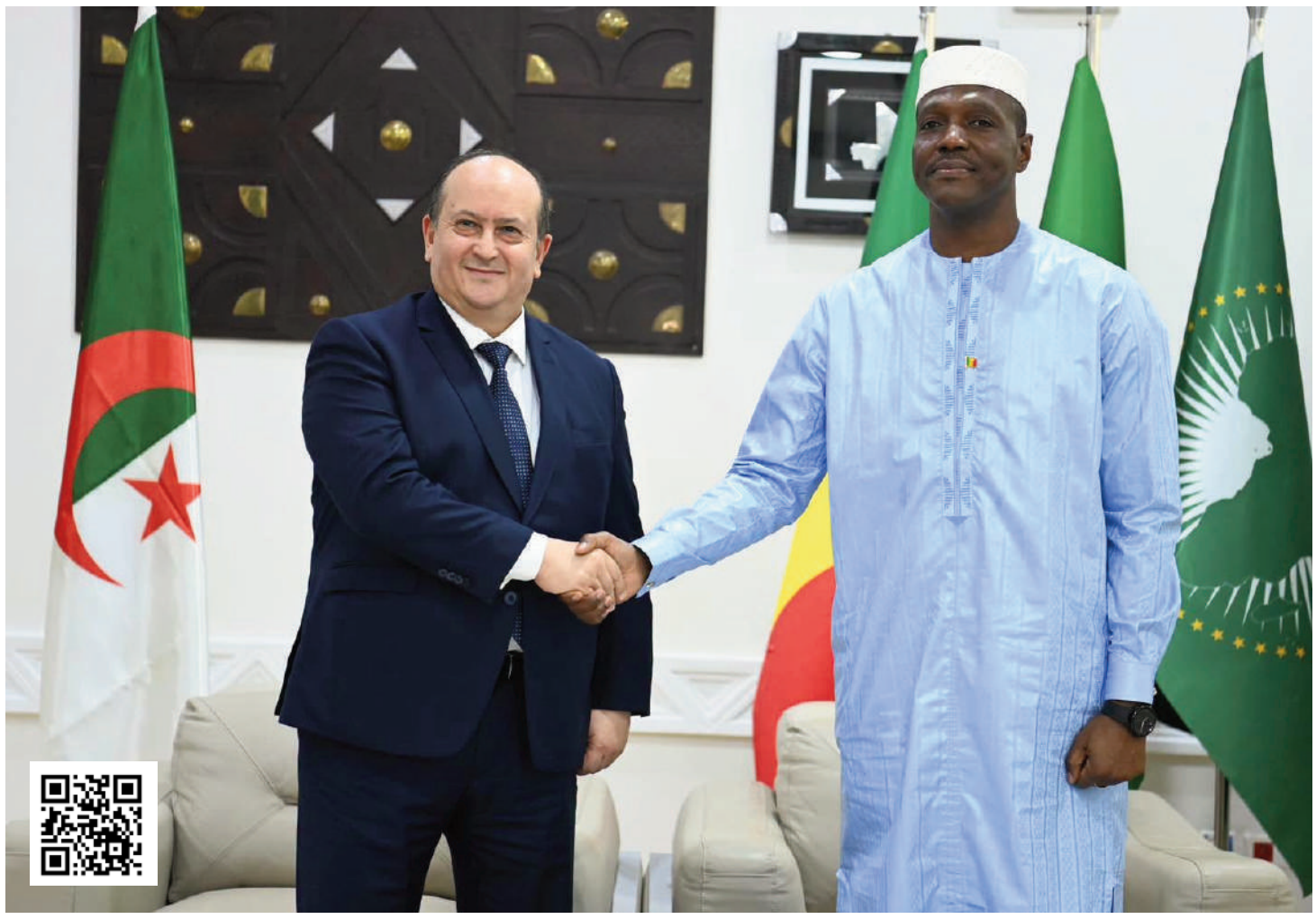
Le bureau examine les préparatifs de la session parlementaire 2026/2027

P 16

UNE FEUILLE DE ROUTE COMMUNE POUR LA STABILITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Alger et Bamako réactivent les mécanismes bilatéraux

L'Algérie et le Mali veulent donner une nouvelle impulsion à leur coopération bilatérale en misant sur la relance des mécanismes institutionnels et le développement de projets à dimension régionale. C'est dans cette perspective que, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Sifi Ghrieb s'est rendu lundi à Bamako pour une visite d'amitié qui intervient après celle effectuée en Algérie, le 24 août dernier, par son homologue malien Abdoulaye Maïga. Les deux capitales cherchent ainsi à structurer une nouvelle phase de leur partenariat, avec un intérêt particulier pour les échanges économiques, les infrastructures et l'intégration régionale. P 3



ENTRETIEN DES AUTOROUTES ET RÉHABILITATION DES OUVRAGES D'ART

Le ministre ordonne d'accélérer le rythme des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a donné, dimanche, une série d'instructions et de directives visant à intensifier les interventions sur le terrain et à accélérer le rythme des travaux d'entretien des autoroutes et de réhabilitation des ouvrages d'art, tout en poursuivant le suivi des projets de développement du réseau routier, indique un communiqué du ministère.

P 2

ALGÉRIE-USA

Washington veut renforcer son partenariat avec Alger

Les relations entre l'Algérie et les États-Unis connaissent une nouvelle dynamique, avec la volonté affichée des deux pays de renforcer leur coopération autour de plusieurs dossiers d'intérêt commun. La visite en Algérie du haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, Massad Boulos, s'inscrit dans cette perspective, avec des discussions portant notamment sur les priorités régionales, les opportunités économiques et le secteur de l'énergie.

P 3

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Un groupe saoudien propose de nouveaux projets en Algérie

L'Algérie continue d'attirer les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques liés à l'eau et aux infrastructures. Le groupe saoudien Abunayyan Holding entend ainsi renforcer sa présence dans le pays, en élargissant son activité au-delà de la fourniture d'équipements vers des activités industrielles et de services directement liées au dessalement de l'eau de mer.

P 5

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie lance une nouvelle ligne aérienne Alger-Berlin P 2

LA NOUVELLE AMBASSADRICE DU ROYAUME DE NORVÈGE L'A AFFIRMÉ :

«Nous voulons renforcer la coopération énergétique avec l'Algérie» P 3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET NUCLÉAIRE CIVIL

L'Algérie veut renforcer son partenariat avec l'AIEA P 5

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie lance une nouvelle ligne aérienne Alger-Berlin

Le groupe Air Algérie a lancé lundi, depuis l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, la nouvelle ligne aérienne vers Berlin (Allemagne) à raison d'une fréquence hebdomadaire.
Cette nouvelle desserte, lancée en présence notamment de représentants du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et des Transports, et de l'Ambassadeur d'Allemagne en Algérie Georg Felfheim, vient compléter les quatre fréquences hebdomadaires opérées vers Francfort, portant ainsi à cinq le nombre de fréquences assurées chaque semaine entre l'Algérie et l'Allemagne.
Elle permettra de renforcer l'offre de la compagnie sur le marché allemand, de faciliter la mobilité et de soutenir la dynamique des échanges entre les deux pays, tout en répondant aux attentes de la communauté nationale établie en Allemagne.
"L'ouverture de la liaison Alger-Berlin s'inscrit dans la concrétisation des orientations de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et fait suite à sa visite officielle en République fédérale d'Allemagne, au cours de laquelle cette desserte avait été annoncée", a indiqué Air Algérie.
Le groupe a noté que cette opération traduit également sa volonté de poursuivre le développement de son réseau international et de renforcer sa présence en Europe, en accompagnement de la dynamique des relations entre l'Algérie et l'Allemagne.

R E.

ENTRETIEN DES AUTOROUTES ET RÉHABILITATION DES OUVRAGES D'ART

Le ministre ordonne d'accélérer le rythme des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a donné, dimanche, une série d'instructions et de directives visant à intensifier les interventions sur le terrain et à accélérer le rythme des travaux d'entretien des autoroutes et de réhabilitation des ouvrages d'art, tout en poursuivant le suivi des projets de développement du réseau routier, indique un communiqué du ministère.

Synthèse R E/Agence

Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination, présidée par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, et consacrée au suivi de l'état d'avancement du programme d'entretien et de développement du réseau autoroutier, ainsi qu'à l'examen de la situation des différents projets en cours de réalisation dans le cadre de ce programme, précise la même source. La réunion s'est déroulée au siège du ministère, en présence de cadres centraux, et du directeur général (DG) de l'Algérienne des autoroutes (ADA), accompagné des directeurs régionaux et des directeurs de projets, ainsi que des directeurs des Travaux publics des wilayas de Bouira, Sétif, Tizi Ouzou, Mila, Jijel, Médéa, Aïn Defla et Béjaïa. Lors de cette rencontre, un bilan des opérations d'entretien du réseau autoroutier, notamment de l'autoroute Est-Ouest, a été présenté, en sus de la situation des tronçons classés comme points noirs. Il a également été procédé à l'examen de l'état d'avancement du traitement des glissements enregistrés sur certains axes et de la réparation des joints de dilatation des ponts, outre le suivi du programme de développement du réseau autoroutier et de ses pénétrantes.
Concernant l'entretien du réseau autoroutier, dont l'autoroute Est-Ouest, un bilan détaillé des différentes opérations d'entretien périodique réalisées jusqu'au 1er septembre 2026 a été présenté. Ces opérations ont porté notamment sur le traitement de la dégradation de la chaussée, le remplacement des joints de chaussée, l'entretien des ouvrages d'art et la réparation des glissières métalliques, ainsi que le renouvellement de la signalisation et le renforcement des équipements de sécurité. Au cours de cette réunion, l'état d'avancement des travaux au niveau des tronçons classés comme points noirs a été évoqué, notamment dans les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Bouira, Sétif, Mila, Constantine et Skikda, en sus des dispositions relatives au lancement de l'entretien des tronçons de l'autoroute Est-Ouest traversant les wilayas d'Annaba et de Guelma, avec un accent particulier sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de prendre en charge les points recensés. La réunion a également porté sur l'état d'avancement de la réparation des joints de dilatation des ponts, notamment dans les wilayas de Boumerdès, Bordj Bou Arreridj, Blida, Bouira, Aïn Defla, Alger et Constantine, ainsi que sur le programme de développement des autoroutes en cours de réalisation. Dans ce sillage, le ministre a insisté sur l'impératif de mobiliser l'ensemble des moyens disponibles afin de parachever les travaux et d'intensifier les efforts pour préserver la sécurité et la pérennité des ouvrages d'art, soulignant l'importance d'un suivi rigoureux des projets et d'une coordination étroite entre les services centraux, ceux de terrain, et les responsables chargés de la réalisation, en vue de lever les obstacles, d'accélérer le rythme des travaux et d'achever les projets en cours dans les délais impartis.
A l'issue de la réunion, M. Djellaoui a donné des instructions à l'effet d'intensifier les interventions sur le terrain, d'accélérer les opérations d'entretien, de traiter les glissements, de réhabiliter les ouvrages d'art et de renforcer les équipements de sécurité, tout en poursuivant le suivi des projets de développement du réseau autoroutier et de ses pénétrantes, de manière à garantir la pérennité du réseau, l'amélioration de la qualité du service et le renforcement des conditions de sécurité sur l'ensemble de ses axes.

PORT DE MOSTAGANEM

Inauguration d'une plateforme de stockage de conteneurs

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a procédé hier à l'inauguration de la première tranche d'une plateforme de stockage des conteneurs au niveau du port de Mostaganem, réalisée sur une superficie de 10 hectares.
À cette occasion, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de la deuxième tranche du projet, qui s'étendra sur 5 hectares supplémentaires.
M. Sayoud a également inspecté les opérations de transfert, de traitement et de stockage des conteneurs, ainsi que les différentes activités liées au fonctionnement de la plateforme.
Cette infrastructure vise à renforcer les capacités opérationnelles du port, à améliorer les conditions de traitement et de stockage des conteneurs et à rehausser la qualité des services portuaires. Cette visite de travail s'inscrit également dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives notamment à la réorganisation et à la spécialisation des ports, avec l'affectation du port de Mostaganem aux opérations d'importation des établissements et entreprises publiques.

R E.

PRÉPARATIFS DE YENNAYER 2977

La ministre du Tourisme reçoit le SG du HCA

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a reçu le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, dans le cadre des préparatifs de la célébration officielle du Nouvel An amazigh "Yennayer 2977", prévue cette année à Tlemcen, indique lundi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue dimanche au siège du ministère, Mme Meddahi a salué les efforts que déploie le HCA ainsi que ses démarches pour "la promotion de la culture du pays, la valorisation du patrimoine et l'ancrage de l'unité nationale", précise-t-on de même source.
Dans ce contexte, elle a souligné que "le secteur est fin prêt à contribuer effectivement à la réussite de ce rendez-vous annuel majeur, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et qui vise à valoriser le patrimoine culturel, à ancrer les dimensions civilisationnelles de la nation algérienne, à renforcer l'identité nationale et l'unité du peuple algérien". La ministre a précisé que le secteur du Tourisme s'attellera à "mobiliser les différents acteurs pour organiser des activités diverses à même de valoriser le patrimoine culturel et artistique du pays, avec la participation d'artisans représentant les différentes wilayas, en vue de présenter la diversité du patrimoine artisanal algérien". Pour sa part, le SG du HCA a passé en revue les grandes lignes tracées par le Haut-Commissariat pour l'organisation de cette célébration nationale, qui aura pour slogan "Yennayer...une mémoire qui unit et une patrie qui rassemble".
Il a également évoqué les activités au programme, à l'instar de l'organisation d'un Colloque national académique, de spectacles populaires, d'espaces éducatifs et culturels, outre l'organisation du "Marché de Yennayer" pour valoriser le patrimoine artisanal national et mettre en avant l'art culinaire algérien dans toute sa diversité, ainsi que le rôle des start-up qui sont à même de promouvoir cette célébration nationale. M. Assad a, par ailleurs, fait savoir que les préparatifs de la 7e édition du Prix du président de la République de littérature et de langue amazighes étaient en cours.

APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE FEUILLE DE ROUTE COMMUNE POUR LA STABILITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Alger et Bamako réactivent les mécanismes bilatéraux

L'Algérie et le Mali veulent donner une nouvelle impulsion à leur coopération bilatérale en misant sur la relance des mécanismes institutionnels et le développement de projets à dimension régionale. C'est dans cette perspective que, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Sifi Ghrieb s'est rendu lundi à Bamako pour une visite d'amitié qui intervient après celle effectuée en Algérie, le 24 août dernier, par son homologue malien Abdoulaye Maïga. Les deux capitales cherchent ainsi à structurer une nouvelle phase de leur partenariat, avec un intérêt particulier pour les échanges économiques, les infrastructures et l'intégration régionale.

Par Selma R.

Au cours de ses entretiens avec le Premier ministre malien, Sifi Ghrieb a insisté sur la nécessité de passer à une coopération davantage structurée et orientée vers des résultats concrets. « Notre réunion constitue une occasion pour mener des consultations approfondies sur les différents axes de la coopération bilatérale », a-t-il déclaré, évoquant également la possibilité « d'explorer de nouveaux domaines » susceptibles d'enrichir les relations entre les deux pays. Dans cette perspective, Alger se dit prête à réactiver les mécanismes institutionnels qui constituent le cadre de la coopération économique et commerciale. Le Premier ministre a ainsi annoncé la disponibilité de l'Algérie à relancer « les mécanismes de coopération institutionnelle », avec en priorité la Grande commission mixte de coopération, dont la réunion devrait permettre de mettre à jour et de renforcer le cadre juridique régissant les relations bilatérales afin de l'adapter aux nouvelles priorités des deux pays.

Cette relance pourrait offrir un cadre pour identifier les secteurs présentant le plus fort potentiel de développement des échanges et des investissements. Pour l'Algérie, le Mali représente en effet un partenaire important dans l'espace sahélien, tandis que Bamako peut tirer profit de la proximité géographique, des capacités industrielles et des infrastructures algériennes. La coopération pourrait ainsi s'appuyer sur les échanges commerciaux, les services, les transports, les télécommunications et différents projets structurants, l'un des principaux enjeux résidant justement dans la transformation des relations bilatérales en un partenariat économique davantage intégré à l'échelle régionale. Sifi Ghrieb a souligné à ce titre que les traditions de coopération entre les deux pays constituent « une base solide pour construire des partenariats futurs dans les domaines d'intérêt commun ». Il a également appelé à poursuivre les grands projets d'intégration régionale, citant explicitement la route transsaharienne et la dorsale transsaharienne à fibre optique.

Ces infrastructures revêtent d'ailleurs une importance particulière pour le développement des échanges. La route transsaharienne peut contribuer à améliorer la circulation des marchandises et à rapprocher les marchés du Maghreb et du Sahel, tandis que la connexion à fibre optique ouvre des perspectives dans les télécommunications et l'économie numérique. Leur développement et leur exploitation peuvent ainsi favoriser l'émergence de nouvelles activités économiques le long des corridors reliant les deux pays. La dimension régionale constitue donc un autre volet de cette nouvelle dynamique : en renforçant les infrastructures de transport et de communication, Alger et Bamako cherchent à inscrire leur coopération dans une logique d'intégration économique africaine, avec la possibilité de faciliter les échanges avec d'autres marchés du continent. Cette approche donne ainsi aux relations bilatérales une portée qui dépasse le seul cadre des échanges entre les deux pays.

La stabilité demeure toutefois une condition essentielle à la réalisation de ces ambitions. Les deux parties ont en effet réaffirmé leur volonté de renforcer la coordination face aux défis sécuritaires communs, notamment le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée.

Pour Alger, le développement économique du Sahel reste étroitement lié à la sécurisation des espaces frontaliers et des axes de circulation. Sifi Ghrieb a ainsi défendu une approche combinant coopération économique, coordination politique et stabilité régionale. « Nous sommes convaincus que les traditions de coopération établies entre l'Algérie et le Mali constituent une base solide pour construire des partenariats futurs », a-t-il affirmé, insistant sur la nécessité d'élaborer « une feuille de route commune » permettant aux deux pays de travailler ensemble sur leurs priorités. Cette feuille de route devra notamment préparer les prochaines échéances bilatérales, en particulier la visite attendue du président malien Assimi Goïta en Algérie. Les dossiers identifiés lors des consultations de Bamako pourraient ainsi être soumis aux deux chefs d'État afin de donner une traduction concrète à la volonté politique affichée par les deux capitales. La réactivation de la Grande commission mixte et la relance des projets transsahariens apparaissent, dans ce contexte, comme deux leviers pour consolider le partenariat. Pour Alger et Bamako, l'objectif est désormais de transformer la proximité historique et géographique en davantage d'opportunités économiques, tout en inscrivant cette coopération dans une perspective de stabilité, d'intégration et de développement du Sahel.

ALGÉRIE-USA

Washington veut renforcer son partenariat avec Alger

Les relations entre l'Algérie et les États-Unis connaissent une nouvelle dynamique, avec la volonté affichée des deux pays de renforcer leur coopération autour de plusieurs dossiers d'intérêt commun. La visite en Algérie du haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, Massad Boulos, s'inscrit dans cette perspective, avec des discussions portant notamment sur les priorités régionales, les opportunités économiques et le secteur de l'énergie.

Au terme de sa visite, le responsable américain a tenu une série de rencontres de haut niveau avec plusieurs responsables algériens. Il a notamment été reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avant de s'entretenir avec le Premier ministre, Sifi Ghrieb, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, ainsi qu'avec le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi.

À l'issue de son audience avec le président Tebboune, Massad Boulos a qualifié les discussions de «très fructueuses », soulignant qu'elles s'inscrivaient dans la continuité des récentes consultations consacrées aux priorités régionales communes et aux relations bilatérales entre Alger et Washington.

Le responsable américain a particulièrement mis en avant le rôle de l'Algérie dans la promotion de la sécurité régionale. « L'Algérie est un partenaire important pour les États-Unis d'Amérique dans la promotion de la sécurité régionale, l'élargissement des opportunités économiques et la réalisation de la prospérité pour les deux pays », a-t-il déclaré.

Cette appréciation intervient dans un contexte régional marqué par de nombreux défis sécuritaires et géopolitiques, notamment dans l'espace sahélo-saharien. Washington semble ainsi accorder une importance croissante au rôle d'Alger, compte tenu de son poids régional, de son expérience en matière de lutte contre le terrorisme et de son approche privilégiant la coopération et le dialogue.

La dimension économique a également occupé une place importante dans les discussions. L'objectif affiché par la partie américaine est de consolider les échanges commerciaux et d'identifier de nouvelles opportunités susceptibles de contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays.

La coopération énergétique constitue, par ailleurs, un axe majeur du partenariat algéro-américain. La rencontre entre Massad Boulos et le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans ce domaine.

Cette rencontre intervient alors que l'Algérie entend consolider sa position de fournisseur énergétique fiable et développer de nouveaux partenariats dans les hydrocarbures, tout en accélérant sa transition vers les énergies renouvelables et les nouvelles filières énergétiques. Le secteur de l'énergie constitue ainsi un terrain privilégié pour approfondir les relations économiques entre Alger et Washington, notamment à travers les investissements, les technologies, les services énergétiques et les projets destinés à renforcer les capacités de production et de valorisation.

Synthèse R E.

LA NOUVELLE AMBASSADRICE DU ROYAUME DE NORVÈGE L'A AFFIRMÉ :

«Nous voulons renforcer la coopération énergétique avec l'Algérie»

Par Z R.

La nouvelle ambassadrice du Royaume de Norvège en Algérie, Tia Martin Othman, a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer la coopération avec l'Algérie, notamment dans le domaine de l'énergie.

À l'issue de la cérémonie de remise de ses lettres de créance au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la diplomate norvégienne a souligné le « niveau excellent » des relations entre les deux pays, mettant en avant les différents domaines dans lesquels Alger et Oslo coopèrent déjà. Elle a également fait part de la volonté de son pays d'approfondir et d'élargir davantage ce partenariat, en s'appuyant sur les nombreux intérêts communs que partagent les deux pays.

Le secteur énergétique occupe une place centrale dans les relations algéro-norvégiennes. Tia Martin Othman a relevé « l'excellente coopération » existant déjà entre les deux pays dans ce secteur stratégique, tout en évoquant les possibilités de l'étendre aux énergies renouvelables et à la transition énergétique.

Cette orientation ouvre de nouvelles perspectives pour une coopération davantage tournée vers les technologies énergétiques et les solutions bas carbone. L'expertise norvégienne dans les domaines de l'énergie et de la transition énergétique pourrait ainsi constituer un point d'appui pour développer de nouveaux échanges avec les acteurs algériens.

La coopération algéro-norvégienne ne se limite pas aux questions économiques. La diplomate a également insisté sur l'existence d'un dialogue constructif entre les deux pays autour de plusieurs questions régionales et internationales. Elle a notamment mis en avant le rôle « central » de l'Algérie dans la promotion de la stabilité, de la paix et du développement dans la région, témoignant de l'importance accordée par Oslo à la contribution d'Alger aux efforts de règlement des crises et de consolidation de la stabilité régionale.

Les deux pays partagent, par ailleurs, un attachement aux principes du multilatéralisme, à la Charte des Nations unies, au respect du droit international et au règlement pacifique des conflits.

La nouvelle ambassadrice a affirmé que sa mission en Algérie sera consacrée au renforcement des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays, dans l'intérêt de leurs deux peuples.

Son arrivée intervient ainsi dans une phase où Alger cherche à diversifier ses partenariats énergétiques et économiques, tandis que la Norvège dispose d'une expertise reconnue dans plusieurs secteurs liés à la transition énergétique et au développement durable.

MONNAIE

Le dollar en hausse face à l'euro

Le dollar monte lundi, surfant sur son double statut de valeur refuge et de devise dans laquelle se négocie le pétrole dont les cours s'envolent, ce qui conforte aussi les prévisions du marché d'une hausse des taux d'intérêts américains imminente.
Vers 09H15 GMT, le billet vert gagnait 0,54% face à la monnaie unique européenne, à 1,1536 dollar pour un euro, et 0,62% face à la devise japonaise, à 154,57 yens pour un dollar.
Selon les analystes, les prix du pétrole en hausse et la demande de valeurs refuges soutiennent le billet vert.
En effet, le baril de Brent de la mer du Nord, référence européenne du brut, a grimpé lundi à plus de 108 dollars, en raison notamment de la poursuite des tensions géopolitiques.
Cette récente hausse des prix de l'énergie s'ajoute aux inquiétudes sur l'inflation, qui permettent à la Réserve fédérale (Fed) de conserver un "ton agressif" sur sa politique monétaire.
Les derniers indicateurs de hausse des prix se sont affichés la semaine dernière à des niveaux toujours élevés aux Etats-Unis, voire en nette accélération côté producteurs.
Le marché est donc convaincu que la banque centrale américaine relèvera ses taux d'un quart de point de pourcentage mercredi à l'issue de sa réunion de deux jours, pour les porter entre 3,75% et 4%.
Or, des taux d'intérêts élevés rendent le billet vert plus intéressant à détenir pour les cambistes, ce qui plombe en contrepartie l'or, autre valeur refuge, qui tombait de 1,10% à 4.300,93 dollars l'once. Par ailleurs, les analystes s'attendent aussi à ce que la Banque d'Angleterre laisse son taux directeur inchangé jeudi, à 3,75%, et que la Banque du Japon (BoJ) remonte le sien d'un quart de point vendredi, à 1,25%.

R E.

SANTÉ

Mobilisation sanitaire continue pour garantir une rentrée scolaire sûre et saine

Le ministère de la Santé a exprimé, lundi dans un communiqué, son engagement à accompagner les élèves et la communauté éducative, afin de garantir une rentrée scolaire 2026-2027 sûre et saine.
Cette échéance a fait l'objet d'une préparation "anticipée et coordonnée", en collaboration avec le secteur de l'Education nationale ainsi qu'avec les différents secteurs et organismes concernés, à travers une approche "fondée sur la prévention, la vigilance sanitaire et la rapidité d'intervention au niveau des structures de santé scolaire", explique le ministère.
A ce propos, le ministère a mis en avant "l'importance particulière" accordée au renforcement des activités de santé scolaire, notamment "le dépistage et le suivi médical des élèves, la prévention des maladies infectieuses et la promotion de comportements sains".
"Le dispositif sanitaire repose également sur une vigilance renforcée et une capacité d'intervention précoce, en cas de survenue d'une situation sanitaire nécessitant une prise en charge en milieu scolaire, dans le cadre d'une approche préventive et responsable", précise la même source.
Ainsi, la santé scolaire constitue "un pilier essentiel de la prévention et de la promotion de la santé". Elle contribue à "protéger les élèves et à leur offrir un environnement scolaire favorable à leur développement, leur bien-être et leur réussite", ajoute-t-on de même source. Enfin, le ministère a réitéré son engagement à poursuivre sa mobilisation tout au long de l'année scolaire, en étroite coordination avec les différentes parties concernées, soulignant qu'"une rentrée scolaire réussie est avant tout une rentrée préparée, protégée et accompagnée".

APS

JOURNÉE MONDIALE DE LA SEPTICÉMIE

L'OMS souligne l'importance d'une prise en charge rapide

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé, à l'occasion de la Journée mondiale de la septicémie, célébrée le 13 septembre, à renforcer la prévention, le diagnostic précoce et la prise en charge de cette urgence médicale potentiellement mortelle.
La septicémie survient lorsque l'organisme réagit de manière excessive à une infection, entraînant des lésions des tissus et des organes pouvant évoluer vers un choc septique, une défaillance multiviscérale et le décès, explique l'OMS.
Elle peut être provoquée par des infections bactériennes, virales, parasitaires ou fongiques et peut toucher toute personne, notamment celles atteintes d'une infection, d'une blessure grave ou d'une maladie non transmissible sévère, poursuit-elle.
Certaines catégories présentent toutefois un risque accru, notamment les personnes âgées, les nouveau-nés, les femmes enceintes ou ayant récemment accouché, les patients hospitalisés ou admis en soins intensifs, ainsi que les personnes dont le système immunitaire est affaibli ou souffrant de maladies chroniques.
Parmi les signes d'alerte figurent notamment une température corporelle élevée ou basse accompagnée de frissons, la confusion, des difficultés respiratoires, une peau froide et moite, des douleurs intenses, une accélération du rythme cardiaque, une faible pression artérielle et une diminution de la production d'urine.
Chez les enfants, la respiration rapide, les convulsions, la pâleur, une grande faiblesse, les difficultés à se réveiller, ainsi que, chez les moins de cinq ans, les difficultés à s'alimenter, les vomissements fréquents ou l'absence d'urines qui peuvent constituer des signes d'alerte.
L'OMS souligne que la septicémie contractée dans les établissements de santé figure parmi les événements indésirables les plus fréquents liés aux soins et peut être favorisée par des agents pathogènes résistants aux médicaments. Pour réduire les risques, l'organisation préconise notamment l'hygiène des mains, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que la vaccination conformément aux recommandations sanitaires. Elle insiste également sur l'utilisation appropriée des antibiotiques et sur l'application rigoureuse des mesures de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de santé. L'OMS rappelle enfin que la rapidité du diagnostic et de la prise en charge est déterminante. L'administration précoce d'antimicrobiens adaptés et, lorsque nécessaire, de liquides par voie intraveineuse et de médicaments permettant de maintenir la pression artérielle, peut améliorer les chances de survie.

R E.

LA SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER TUNISIENS L'A ANNONCÉ

Arrêt temporaire du train Alger – Tunis

Le train reliant la localité de Ghardimaou à la frontière entre la Tunisie et l'Algérie et la ville d'Annaba est suspendu à partir de ce lundi 14 septembre, a annoncé la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT) dans un communiqué.
«La SNCFT informe sa clientèle que, du fait de travaux en cours en Algérie sur la ligne ferroviaire entre les gares de Ghardimaou et d'Annaba, le service international Tunis/Annaba sera interrompu demain matin, lundi 14 septembre 2026, jusqu'à la fin des travaux. La reprise du service sera communiquée ultérieurement», a indiqué la Société dans un communiqué. Aucune date n'a été fixée pour la reprise de cette desserte ferroviaire. La nature des travaux menés sur la partie algérienne de ce chemin n'a été pas précisée. La Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) n'a pas communiqué sur cet arrêt temporaire du train reliant Alger à Tunis via Annaba et Ghardimaou, une ville située à 16 km de la frontière algérienne.
La dernière communication de la SNTF sur cette liaison ferroviaire remonte au 6 septembre dernier avec la publication de l'horaire de départ du train d'Alger vers Tunis, chaque dimanche, mardi et jeudi à 09h00 du matin (arrivée à 18h27), et de son retour de Tunis, les lundis, mercredis et vendredis à 08h30 du matin (arrivée à Alger à 18h20).

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	1,64	-5,19	7,35	7,54	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,18	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,13	7,56	7,64	20350	28 490 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2516,00	0,08	0,09	0,98	6,69	6,36	200	503 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2039,00	-0,49	-0,64	-7,18	8,45	8,58	1364	2 781 196,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,59	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	431,00	0,00	2,38	2,46	1,19	8,12	675	290 925,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Septembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	90	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	104	70	الطماطم	
	Oignon sec	74	84	64	البصل الجاف	
	Ail sec	809	919	699	الثوم الجاف	
	Carotte	131	146	116	الجزر	
	Navet	168	187	149	اللفت	
	Poivron	132	151	113	الفلفل الاخضر	
	Piment	148	171	125	الفلفل الحار	
	Courgette	159	176	142	الكوسة	
	Haricot vert	230	262	198	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	160	179	141	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	415	525	306	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	506	365	386	التمر	
	Raisin	285	588	205	العنب	
	Melon	99	113	86	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	79	90	69	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2087	2236	1938	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	545	559	532	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	105	91	حليب البقر (لتر)	

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Un groupe saoudien propose de nouveaux projets en Algérie

L'Algérie continue d'attirer les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques liés à l'eau et aux infrastructures. Le groupe saoudien Abunayyan Holding entend ainsi renforcer sa présence dans le pays, en élargissant son activité au-delà de la fourniture d'équipements vers des activités industrielles et de services directement liées au dessalement de l'eau de mer.

Par Zahir R.

C'est dans cette perspective que le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, le président-directeur général d'Abunayyan Holding, M. Turki bin Saeed Al Amri, en présence notamment de l'ambassadeur d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al-Bussairi, et du PDG de l'Algerian Desalination Company (ADC), Lahcen Bada.
Cette rencontre intervient dans le prolongement des discussions engagées entre les deux parties autour des opportunités de partenariat et d'investissement dans le dessalement de l'eau de mer et les équipements industriels associés. Elle traduit également la volonté des deux pays de donner un contenu économique plus important à leur coopération dans un domaine devenu prioritaire pour l'Algérie. À cette occasion, le président exécutif de la société Abunayyan Holding a exposé des propositions et des démarches pratiques visant à élargir et à consolider la présence d'investissement et industrielle de son groupe en Algérie, exprimant le souhait de l'entreprise de créer un centre industriel pour les services d'assemblage et de maintenance spécialisé dans les équipements et matériels de dessalement de l'eau, à même de soutenir la durabilité des projets stratégiques et de fournir des services techniques et logistiques à l'échelle locale, a précisé le ministère dans un communiqué.
L'offre du groupe saoudien ne se limite toutefois pas au volet industriel. Il a également fait part de sa volonté de créer une filiale de l'Académie de l'énergie et de l'eau en Algérie.
Cette initiative devrait notamment permettre de renforcer les capacités nationales en matière de gestion et d'exploitation des stations de dessalement, à travers le transfert de connaissances et de savoir-faire. Elle pourrait ainsi accompagner la montée en puissance du parc algérien de dessalement et les besoins croissants en compétences spécialisées.
Le projet s'inscrit, par ailleurs, dans une démarche plus large de transfert technologique et de localisation progressive de la production. Les discussions portent notamment sur la fabrication locale des membranes et d'autres équipements essentiels utilisés dans les installations de dessalement.
Pour l'Algérie, l'enjeu dépasse donc la seule réalisation de nouvelles stations. Il s'agit désormais de faire émerger autour de cette filière un tissu industriel capable de produire, assembler, maintenir et développer les équipements nécessaires.
Pour sa part, M. Arkab a salué ces initiatives qui sont en parfaite harmonie avec les orientations du gouvernement visant à augmenter les taux d'intégration nationale, à localiser les industries vitales et à créer des postes d'emploi durables, soulignant la disposition du secteur, à travers la société algérienne de dessalement d'eau (Algerian Desalination Company) et les différentes structures de tutelle, à accorder les facilités nécessaires et à réunir toutes les conditions à même de concrétiser ces projets et partenariats stratégiques sur le terrain, selon le communiqué.
Cette nouvelle dynamique pourrait ainsi ouvrir la voie à un partenariat algéro-saoudien davantage axé sur l'investissement productif, le transfert technologique et l'intégration industrielle, alors que le dessalement s'impose comme l'un des grands chantiers structurants de l'Algérie.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET NUCLÉAIRE CIVIL

L'Algérie veut renforcer son partenariat avec l'AIEA

Par Selma R.

L'Algérie entend renforcer son partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et mobiliser davantage les technologies nucléaires civiles au service de ses priorités de développement. C'est dans cette optique que le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, représente l'Algérie aux travaux de la 70e session de la Conférence générale de l'AIEA, qui s'ouvre ce lundi à Vienne et se poursuivra jusqu'au 18 septembre. Cette participation intervient alors que le pays cherche à accélérer sa transition énergétique, à diversifier son bouquet énergétique et à développer les technologies à faibles émissions de carbone.
Réunissant les États membres, des experts et des responsables internationaux, cette session constitue un espace d'échange important sur les usages pacifiques de l'atome et leur contribution au développement durable. Les travaux portent notamment sur la sûreté et la sécurité nucléaires, les garanties, la non-prolifération, la coopération technique ainsi que les applications civiles des technologies nucléaires. Pour l'Algérie, ce rendez-vous constitue surtout l'occasion de consolider les liens avec une institution dont l'expertise couvre plusieurs secteurs susceptibles d'accompagner les politiques nationales.
Ainsi, les entretiens que Mourad Adjal doit avoir avec le directeur général de l'AIEA et plusieurs de ses homologues devraient permettre d'identifier de nouveaux axes de coopération dans les domaines scientifique, médical et de la recherche.
La dimension énergétique occupe une place importante dans cette démarche, puisque l'Algérie cherche à diversifier progressivement ses sources d'énergie en développant les renouvelables et en favorisant l'intégration de technologies bas carbone. Dans ce cadre, la coopération avec l'AIEA peut contribuer au renforcement des compétences nationales, à l'échange d'expertise et à l'accès à des expériences internationales liées aux applications pacifiques de l'énergie nucléaire.
Cette orientation ne se limite cependant pas au secteur de la production d'électricité, car les technologies nucléaires disposent également d'applications dans plusieurs domaines de développement, notamment la santé, l'agriculture, l'industrie, la gestion des ressources hydriques et la recherche scientifique. Ainsi, la coopération technique avec l'AIEA constitue un levier pour renforcer les capacités nationales et favoriser le transfert de connaissances et de technologies.
La santé devrait d'ailleurs occuper une place particulière lors de cette conférence, avec un forum scientifique consacré à la lutte contre le cancer, programmé les 15 et 16 septembre. Les échanges porteront notamment sur le développement de la médecine nucléaire, la radiothérapie ainsi que l'amélioration des moyens de diagnostic et de traitement. Pour l'Algérie, ces discussions représentent une occasion supplémentaire de renforcer les échanges scientifiques et médicaux et de tirer profit de l'expertise internationale disponible.
Par ailleurs, les rencontres bilatérales prévues par Mourad Adjal devraient permettre d'examiner de nouvelles possibilités de partenariats avec des acteurs institutionnels et industriels, l'objectif étant d'encourager les investissements, de développer les échanges d'expériences et de favoriser le transfert de technologie dans des secteurs liés à la transition énergétique et aux technologies bas carbone.
La participation algérienne à cette 70e session s'inscrit ainsi dans une approche plus large de diversification des partenariats énergétiques et scientifiques. Elle traduit la volonté d'Alger de maintenir la coopération nucléaire dans le cadre des usages pacifiques et de l'intégrer aux priorités nationales en matière de développement, de recherche et de transition énergétique. Pour l'Algérie, l'enjeu consiste désormais à transformer les échanges institutionnels en programmes concrets, notamment dans la formation, la recherche, la médecine nucléaire et le développement des technologies bas carbone. Ce rapprochement avec l'AIEA pourrait ainsi contribuer à renforcer les capacités nationales tout en ouvrant de nouvelles perspectives de coopération internationale, dans un secteur appelé à occuper une place croissante au sein des politiques énergétiques et scientifiques.

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

Vers un partenariat stratégique dans le secteur des hydrocarbures

Le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Medjelled Miloud, a reçu, hier, une délégation du secteur pétrolier sud-africain, en visite en Algérie dans le cadre du renforcement de la coopération et du partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. L'audience s'est déroulée en présence du directeur général des Hydrocarbures au ministère, Mourad Beldjehem et de cadres du ministère.
La visite de la délégation sud-africaine, composée de responsables du ministère des Ressources minérales et pétrolières et de représentants de la Société nationale pétrolière d'Afrique du Sud (SANPC) et de l'Agence sud-africaine du pétrole (PASA), s'inscrit dans le cadre de la "concrétisation de la vision stratégique basée sur le renforcement de la coopération Sud-Sud, et de la consolidation des liens historiques et du partenariat stratégique solide entre les deux pays". Elle intervient dans le "prolongement des conclusions de la visite d'Etat effectuée en Algérie par le président de la République d'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa, à l'invitation de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Elle s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre des discussions officielles entre le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab et son homologue sud-africain", selon la même source. Au cours de cette visite qui s'étendra sur une semaine, la délégation sud-africaine s'attellera à tenir une série de réunions de travail intensives et d'ateliers d'échange technique avec les institutions et structures activant dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, à l'instar du groupe Sonatrach, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Institut algérien du pétrole (IAP).
Les workshops et les rencontres prévus porteront sur les principaux axes de coopération, à travers les différentes étapes de la chaine de valeur du secteur des hydrocarbures, notamment les domaines de la recherche, de l'exploration, du développement des gisements, du raffinage, de la pétrochimie et de la commercialisation du gaz naturel liquéfié (GNL).
Il sera également question d'examiner les opportunités d'établir un partenariat stratégique et commercial entre le groupe Sonatrach et la SANPC. Les rencontres porteront aussi sur le renforcement de la coopération institutionnelle, l'échange d'expertises avec l'agence PASA, la prise de connaissance des cadres juridiques et réglementaires, ainsi que les facilités accordées par la loi algérienne sur les hydrocarbures et le rôle de l'ALNAFT et de l'ARH dans l'organisation et le développement des activités pétrolières et l'attraction des investissements, en accordant une importance majeure à la formation, au développement des compétences et au transfert de technologies via l'IAP, selon le communiqué du ministère.

R E.

GHARDAÏA

Introduction de huit nouvelles spécialités de formation professionnelle

Huit nouvelles spécialités de formation professionnelle ont été introduites dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la session d'octobre 2026, a-t-on appris auprès de la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). Ces nouvelles spécialités concernent la production et le traitement d'huile alimentaire, l'installation de fibre optique, la maintenance de matériel agricole et la formation d'auxiliaire de santé animale, a précisé le chargé de la gestion de la DFEP, Messaoud Bouhadda.
Elles englobent également la transformation plastique, l'installation et la maintenance de systèmes de pompage solaire, l'animation touristique et la restauration, a-t-il ajouté.
Ces spécialités, visant à diversifier l'offre de formation et satisfaire les besoins du marché avec une main d'œuvre qualifiée, viennent aussi accompagner les mutations économiques et technologiques et accroître l'employabilité des promus de la formation professionnelle, a conclu le responsable.

TOUGGOURT

Finalisation des préparatifs pour la réussite de la rentrée scolaire

La préparation de la rentrée scolaire (2026-2027) a été finalisée dans la wilaya de Touggourt, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'Education. Ainsi, onze (11) nouveaux établissements ont été réceptionnés à travers la wilaya et ouvriront leurs portes à la rentrée. Ils englobent six (6) collèges d'enseignement moyen, quatre (4) écoles primaires et un lycée, dans différentes communes de la wilaya, auxquels s'ajoutent la réalisation de 42 classes d'extension et six (6) cantines scolaires, en plus des opérations d'aménagement et de réhabilitation de plusieurs établissements, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Salah Bouaziz. S'agissant du transport scolaire, 66 bus sont mobilisés pour le transport de plus de 4.000 élèves dans les différentes communes de la wilaya, a ajouté le responsable, signalant, par ailleurs, la disponibilité de 291 cantines scolaires assurant des repas chauds à plus de 77.000 élèves, tout au long de l'année scolaire.
Pour sa part, la direction du Commerce a initié, en coordination avec les partenaires, une exposition-vente de fournitures scolaires à des prix compétitifs, avec la participation de plus de 20 exposants, afin de soutenir le pouvoir d'achat du citoyen.
Le Centre de wilaya d'édition et de distribution pédagogique, relevant de l'Office national des publications scolaires (ONPS), a ouvert, de son côté, des points de vente agréés pour mettre à la disposition des parents d'élèves les manuels scolaires de tous les paliers d'enseignement, à des prix étudiés.

APS

BATNA

Mise en service d'un nouvel accélérateur linéaire au Centre anti cancer Belkacem-Hamdiken

Un nouvel accélérateur linéaire de radiothérapie a été mis en service dimanche au Centre anti cancer Belkacem-Hamdiken de la ville de Batna sous la supervision du wali Riad Benahmed.

Selon les explications données à l'occasion au wali, cet appareil de nouvelle génération appartient à une technologie évoluée de haute précision dans le traitement des tumeurs cancéreuses qui permet une meilleure prise en charge et un traitement de qualité aux patients.
Après avoir inspecté le service et le nouvel accélérateur, M. Benahmed a indiqué que "ce nouvel équipement constitue un acquis pour le Centre anti cancer de Batna qui bénéficie ainsi de la rénovation de ses installations au travers de l'acquisition de deux nouveaux accélérateurs dont le premier a été mis en service en attendant l'exploitation du second et le parachèvement des procédures administratives pour l'installation d'un troisième accélérateur".
L'opération qui a mobilisé une enveloppe financière considérable "s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer et traduit l'intérêt majeur accordé par le président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, pour ce domaine et pour le secteur de la santé". De son côté, le chef du service de radiothérapie, Pr. Kamel Hamizi, a indiqué que "l'opération financée par le Fonds national anti cancer s'inscrit dans le cadre de la modernisation du service de radiothérapie du Centre anti cancer de Batna et de consolidation de ses capacités par l'acquisition d'accélérateurs linéaires de haute technologie". Ces installations, selon le même spécialiste, permettent une meilleure prise en charge des patients en ciblant avec précision les parties malades en limitant les effets collatéraux ainsi que le nombre des séances de traitement en attendant le renforcement du service par un troisième accélérateur de sorte à étendre l'accès à cette technologie moderne et de prendre en charge un plus grand nombre de malades. Les anciens accélérateurs étaient entrés en service en 2014 après deux années de l'ouverture du Centre qui dispose d'une capacité de 240 lits et accueille jusqu'à 1.800 patients par an de plusieurs wilayas pour des traitements de radiothérapie.

APS

CHLEF

De vastes opérations d'aménagement dans les établissements d'enseignement spécialisé

Les établissements d'enseignement spécialisé et leurs annexes relevant du secteur de l'Action sociale et de la Solidarité à Chlef ont bénéficié de vastes opérations d'aménagement, destinées à assurer de meilleures conditions de scolarisation et de prise en charge des élèves aux besoins spécifiques, a-t-on appris dimanche auprès de ce secteur.
Le directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Kamel Benredjem, a indiqué que, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire du secteur de la solidarité, sept (7) établissements d'enseignement spécialisé et leurs annexes ont fait l'objet de travaux de réaménagement ayant notamment concerné les salles de classe, les espaces pédagogiques et les dortoirs.
Ces structures ont également été dotées de divers équipements visant à améliorer les conditions de scolarisation et de prise en charge des élèves en situation de handicap, dont le nombre dépasse 1.000 élèves au titre de l'année scolaire en cours.
Parallèlement à ces opérations, les enseignants et agents administratifs ont bénéficié de sessions de formation destinées à renforcer leurs compétences et, ainsi, à améliorer l'encadrement des élèves, la qualité de leur accompagnement psychologique et social et leur intégration dans le milieu éducatif ordinaire, a précisé le même responsable.
M. Benredjem a également fait état de l'orientation, cette année, de 39 élèves vers des classes spéciales, avec la possibilité d'en ouvrir de nouvelles en coordination avec la Direction de l'éducation.
Les services de l'Action sociale recensent actuellement 64 classes spéciales à travers les différents établissements éducatifs de la wilaya.
A noter, la wilaya de Chlef compte sept établissements d'enseignement spécialisé destinés aux personnes présentant des handicaps auditifs, visuels, mentaux ou moteurs, ainsi que trois établissements médico-sociaux gérés par des associations activant dans le domaine, notamment au profit des enfants en situation de handicap mental et de ceux présentant un trouble du spectre de l'autisme (TSA).

APS

BLIDA

2000 nouveaux lits pour renforcer les capacités d'hébergement des étudiants universitaires

Les capacités d'hébergement des étudiants de l'Université "Ali Lounici" d'El Affroun, à l'ouest de Blida, ont été renforcées par 2.000 nouveaux lits, en prévision de la rentrée universitaire 2026/2027, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des œuvres universitaires (DOU) d'El Affroun.
La réception de ces nouveaux lits portera à 18.000 le nombre total de lits, répartis sur six (6) résidences universitaires, a indiqué à l'APS le directeur de la DOU, Mebarek Ziane.
Le taux d'occupation de ces résidences est actuellement de près de 60 %, offrant une capacité d'accueil confortable, a-t-il ajouté, notant l'affectation d'une (1) chambre pour chaque deux étudiants, de manière à leur garantir les meilleurs conditions de séjour dans les résidences universitaires.
A ces structures s'ajoutent deux (2) nouvelles résidences totalisant 4.000 lits, encore entièrement disponibles. Cette capacité permet de couvrir les besoins de l'ensemble des étudiants, dont les nouveaux inscrits, selon le même responsable.
"Toutes les cités universitaires ont bénéficié de travaux d'entretien en prévision de la rentrée", a-t-il précisé en outre.
Concernant la restauration, les travaux de maintenance du restaurant central, d'une capacité de 7.000 places, destiné tant aux étudiants externes qu'aux résidents des cités universitaires, ont été achevés.
Par ailleurs, près de 40.000 étudiants bénéficient du service de transport universitaire, assuré par une flotte de 213 bus opérant sur les lignes semi-urbaines, selon M.Ziane.

R E.

BLIDA

Les travaux d'aménagement du CW 110 achevés fin novembre prochain

Les travaux de mise à niveau et de renforcement du chemin de wilaya (CW) 110, dans la commune de Ben Khellil (Blida), avancent à un rythme "avancé" et devraient être réceptionnés fin novembre prochain, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des travaux publics.
Ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures préventives visant à protéger la région de Ben Khellil, en direction de Koléa (Tipasa), contre les risques d'inondations et les intempéries, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Selaimia, en marge de la visite effectuée par le wali de Blida, Djamel Eddine Hashas, accompagné du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoualia, au site du projet.
Il a ajouté que les travaux devraient être achevés avant le délai initialement fixé à la fin de l'année, afin notamment de "mettre fin au problème récurrent d'accumulation des eaux pluviales durant la saison hivernale".
Selon M. Selaimia, le projet porte sur la mise à niveau du CW 110 et son renforcement par des ouvrages hydrauliques nécessaires à une évacuation efficace des eaux pluviales, contribuant à préserver la route et à améliorer la circulation, notamment lors des fortes précipitations.
Doté d'une enveloppe de 65 millions de DA, le projet revêt une importance particulière en raison de la situation de la zone frontalière de Ben Hamdane, dans la commune de Ben Khellil, située entre Blida et Koléa (Tipasa), où convergent plusieurs cours d'eau se déversant dans l'oued Mazafran, à Tipasa.
Lors de la même visite, les deux responsables ont également inspecté les travaux de curage de l'oued Makhlouf et des cours d'eau alimentant l'oued Mazafran, visant à éliminer les obstacles susceptibles d'entraver l'écoulement des eaux et à réduire les risques d'accumulation lors des périodes de pluies, dans le cadre des mesures de prévention contre les inondations et de protection des zones avoisinantes.

APS

Bab al-Mandab, une ligne rouge que l'Iran ne doit pas franchir

Les Houthis ont lancé une nouvelle offensive, probablement dans le but de s'emparer du détroit de Bab al-Mandab. Un porte-parole iranien a déclaré que les Houthis étaient indépendants et ne recevaient d'ordres de personne. Mais tout observateur sait que ce n'est pas vrai. Les Houthis n'auraient pas pu mener cette offensive sans le soutien militaire et logistique de l'Iran. Téhéran souhaite exercer une pression sur l'économie mondiale à l'approche des élections de mi-mandat américaines — mais Bab al-Mandab constitue une ligne rouge qu'il devrait veiller à ne pas franchir.

Par Dr Dania Koleilat Khatib (*)

Les mandataires de l'Iran lui ont toujours offert l'avantage d'un déni plausible. L'Iran peut prétendre qu'ils agissent de leur propre chef. Or, selon certaines informations, les Houthis auraient agi sur la base de directives iraniennes et des hauts responsables du Corps des gardiens de la révolution islamique se seraient rendus à Sanaa pour soutenir le groupe. La prise de Mokha la semaine dernière et la tentative de se rapprocher de Bab al-Mandab ne sont pas le fruit du hasard. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'escalade menée par l'Iran contre Washington, tout en prétendant qu'elle vise l'Arabie saoudite.

Téhéran tente de faire pression sur le président américain Donald Trump avant les élections de mi-mandat. Il cherche à faire grimper le prix de l'énergie, ce qui aura un impact négatif sur la popularité de Trump et de ses collègues républicains. Si les républicains perdent à la fois la Chambre des représentants et le Sénat, c'est toute la guerre qui pourrait être remise en cause. Cela pourrait précipiter l'ouverture d'enquêtes sur la guerre par le Congrès. Trump pourrait certes poursuivre l'opération contre l'Iran en recourant à ses pouvoirs exécutifs, mais il lui serait beaucoup plus difficile de naviguer dans un environnement politique hostile et il serait soumis à une pression accrue pour mettre fin au conflit.

L'Iran a joué la carte du détroit d'Ormuz dès le début de la guerre. Son succès a toutefois été limité. Le plan consistait à mettre l'économie mondiale à genoux et à forcer les États-Unis à céder. Jusqu'à présent, l'économie a fait preuve de résilience. En avril dernier, certains experts prévoyaient un ralentissement économique, voire une récession, si la guerre se prolongeait au-delà du mois d'août. Dans le pire des cas, les cours du pétrole devaient dépasser les 200 dollars le baril.

Cependant, la crise énergétique déclenchée par la fermeture du détroit d'Ormuz s'est révélée gérable jusqu'à présent. Cela s'explique par plusieurs facteurs, dont la baisse de la demande chinoise. Les importations de Pékin en pétrole brut et en produits pétroliers ont chuté d'environ 3,6 millions de barils par jour, soit près d'un tiers de ses importations avant le début de la guerre. Des pays comme les États-Unis et le Japon ont également puisé dans leurs réserves énergétiques stratégiques pour stabiliser les prix.

Cependant, le facteur le plus important dans la maîtrise de la hausse des prix de l'énergie a été la gestion habile de la crise par les États arabes du Golfe. Le détroit d'Ormuz étant fermé par l'Iran, le pétrole provenant du Golfe arabe a été acheminé vers la côte ouest de l'Arabie saoudite via l'oléoduc Est-Ouest. Celui-ci permet de transporter jusqu'à 7 millions de barils de brut par jour vers le port de Yanbu, sur la mer Rouge, dont 2 millions de barils alimentent les raffineries de la côte ouest et 5 millions sont exportés. Une partie du pétrole du Golfe est également acheminée par oléoduc vers Fujaïrah, dans le golfe d'Oman, contournant ainsi le détroit. Ces mesures d'atténuation ont contribué à compenser la perte de pétrole résultant de la fermeture du détroit d'Ormuz, qui enregistrait un trafic d'environ 20 millions de barils par jour avant la guerre.

Alors que l'embargo économique américain contre l'Iran se durcissait, Téhéran a dû jouer une autre carte : Bab al-Mandab. C'est pourquoi l'activité des Houthis n'est pas apparue de nulle part. Mais l'Iran devrait veiller à ne pas aller trop loin. La semaine dernière, les Houthis ont attaqué les villes d'Abha, de Khamis Mushait et de Jazan en Arabie saoudite à l'aide de missiles balistiques et de drones, blessant 73 personnes et provoquant l'incendie d'une installation pétrolière. Cela a conduit à une réunion d'urgence des pays du Pacte de La Mecque — l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie — et c'est pourquoi l'Iran doit se montrer très prudent. Il est dans l'intérêt de l'Iran de ne pas provoquer une confrontation avec les pays du Pacte de La Mecque ni de mettre leur patience à l'épreuve. Le Pakistan a averti l'Iran qu'il devait tenir les Houthis en bride et veiller à ce qu'ils ne prennent plus jamais pour cible le territoire saoudien. L'Iran devrait prendre cet avertissement au sérieux.

Malgré la menace renouvelée des Houthis, l'Arabie saoudite et ses alliés du Pacte de La Mecque ne souhaitent pas entrer en conflit avec l'Iran. Ils préfèrent apaiser les tensions et faire preuve de retenue. Cependant, le message est clair : cantonner le conflit au Yémen et se garder de prendre pour cible le Royaume.

L'Iran doit comprendre que le détroit de Bab al-Mandab est vital pour l'Arabie saoudite. Toute tentative de le fermer reviendrait à étrangler économiquement le Royaume, ce qui constitue une ligne rouge. Bien sûr, l'Iran souhaite utiliser toutes les cartes dont il dispose pour faire pression sur les États-Unis, mais il doit y réfléchir mûrement. Jouer la carte de Bab al-Mandab pourrait avoir des conséquences néfastes.

Dès la signature du pacte de La Mecque, les trois pays ont précisé qu'il n'était pas dirigé contre l'Iran. En réalité, l'Iran a été invité à rejoindre ce pacte. Mais la situation pourrait basculer du jour au lendemain si l'Iran venait à s'en prendre à l'un de ces pays. Et il n'est certainement pas dans l'intérêt de l'Iran de voir le pacte de La Mecque se retourner contre lui.

L'Iran doit connaître ses limites et savoir quand s'arrêter, sinon le vent tournera en sa défaveur. Il vaut mieux pour l'Iran de discuter avec l'Arabie saoudite d'une solution au problème des Houthis et de résoudre la crise yéménite dès que possible. L'Iran devrait également renoncer à la « carte de Bab al-Mandab » et conclure plutôt un accord avec les pays signataires du pacte de La Mecque afin d'utiliser son influence pour mettre fin à la guerre et parvenir à un accord avec les États-Unis.

(*) Spécialiste des relations américano-arabes, avec une expertise particulière en matière de lobbying. Elle est cofondatrice du Centre de recherche pour la coopération et la consolidation de la paix, une organisation non gouvernementale libanaise spécialisée dans le dialogue informel (Track II).

Source: Arabe news, publié le 14/09/2026

SELON LA BANQUE MONDIALE

L'économie libanaise devrait se contracter de 6,4% en raison de la guerre

La Banque mondiale a estimé vendredi que l'économie libanaise devrait se contracter de 6,4% cette année, alors que la guerre entre Israël et le Hezbollah a fait dérailler les efforts pour relancer l'économie du pays. Depuis 2019, le Liban est plongé dans une crise économique inédite, imputée par une grande partie de la population à la mauvaise gestion, la corruption, la négligence et l'inertie de la classe dirigeante en place depuis des décennies. Encore aux prises avec les conséquences de précédents affrontements, en 2024, entre le Hezbollah et Israël, le groupe armé allié de l'Iran a à nouveau entraîné le Liban dans la guerre en ciblant Israël, en soutien à Téhéran, en mars. Israël a riposté par d'intenses bombardements au Liban et y a déployé des troupes, faisant plus de 4.300 morts, selon Beyrouth.

Conséquence de la guerre, «le PIB réel devrait se contracter de 6,4% en 2026, reflétant l'effondrement du tourisme, une plus faible consommation, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, une insécurité accrue et les déplacements prolongés» de population, a indiqué la Banque mondiale dans son rapport. L'inflation devrait aussi grimper, pour s'établir à 17,5% cette année.

Pourtant, avant le dernier conflit, la Banque mondiale avait estimé que l'économie libanaise s'était renforcée, avec une croissance estimée du PIB réel à 4,2% en 2025, «la plus forte depuis le début de la crise financière de 2019». «La poursuite des réformes — notamment en matière de restructuration du secteur bancaire et de gestion budgétaire — sera essentielle pour rétablir la confiance, préserver la stabilité et mobiliser les financements nécessaires à la reconstruction et à la reprise», a déclaré Dahlia Khalifa, directrice de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient. La communauté internationale exige, en contrepartie de son aide financière, des réformes économiques.

La semaine dernière, le Parlement a voté une série d'amendements à une loi bancaire, visant à restructurer le secteur pour mettre fin à la crise qu'il traverse.

Le Fonds monétaire international (FMI) a salué cette loi, «une étape très positive qui reflète les efforts entrepris par le Liban pour aligner sa législation avec les meilleures pratiques internationales». L'institution a dit reprendre le mois prochain ses discussions avec Beyrouth.

R I.

EN PARTENARIAT AVEC LE GÉANT MONDIAL CATL

L'Egypte signe un accord pour la construction d'une usine de fabrication de batteries électriques

La production sera d'abord consacrée aux batteries pour véhicules utilitaires lourds, avant de s'étendre aux voitures particulières et au stockage d'énergie, avec pour objectif de répondre aux besoins du marché et de soutenir les perspectives de production et d'exportation.

L'Egypte a signé dimanche 13 septembre un contrat pour la création d'une usine de production de batteries électriques de différents types entre la société égyptienne BME, et le groupe chinois Contemporary Amperex Technology Co. Limited (CATL), premier fabricant mondial de batteries électriques, selon un communiqué du Conseil des ministres égyptien.

BME a été créée par MCV, spécialisée dans la fabrication de moyens de transport, et Auto D pour l'industrie, le commerce et les fournitures. « La nouvelle usine vise à établir en Egypte une base industrielle spécialisée dans la fabrication des batteries », a précisé le communiqué. Selon le communiqué, la production débutera avec les batteries destinées aux véhicules utilitaires lourds, avant de s'étendre à terme aux batteries pour voitures et aux solutions de stockage d'énergie, afin de répondre aux besoins croissants des secteurs du transport et de l'énergie et d'ouvrir de nouvelles perspectives dans la production et l'exportation.

« Lors de sa première phase, l'usine disposera d'une capacité de production de 1 GWh par an, pour un investissement initial de plus de 2 milliards de livres égyptiennes », précise le communiqué.

Cette capacité devrait atteindre 5 GWh par an lors de la deuxième phase, qui prévoit notamment la production de batteries pour voitures particulières et de batteries destinées au stockage de l'énergie solaire et éolienne.

Le projet prévoit également de porter à 40 % la part de composants locaux. Il vise à répondre aux besoins du marché égyptien et des marchés internationaux en batteries électriques, tout en créant des emplois et en renforçant les compétences des cadres techniques afin de répondre aux besoins du marché du travail égyptien.

Cette coopération, selon le communiqué, associe les capacités industrielles et l'expertise technique égyptiennes aux technologies et équipements avancés ainsi qu'au soutien technique du partenaire étranger. Elle permettra de fournir aux constructeurs automobiles opérant sur le marché égyptien des systèmes de batteries produits localement, réduisant ainsi la dépendance aux importations et les coûts liés au transport et à la logistique.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Egypte visant à développer et à localiser l'industrie des batteries et des systèmes de stockage d'énergie, dans le cadre de sa transition vers les énergies renouvelables. En janvier 2026, un accord de coopération stratégique a notamment été signé entre l'entreprise égyptienne Kemet et le groupe chinois Krenex pour établir une usine intégrée de fabrication de cellules de batteries destinées au stockage de l'électricité, avec une capacité de production de 5 000 MWh par an et des investissements de 200 millions de dollars.

L'Egypte cherche à développer son industrie locale des batteries afin d'accompagner à la fois la montée en puissance des véhicules électriques et l'essor des énergies renouvelables et du stockage de l'électricité. Cette orientation repose notamment sur la localisation des technologies, le développement de la manufacture locale et le renforcement de la valeur ajoutée dans les industries liées aux véhicules à énergie nouvelle.

Agence

MAURITANIE

Propositions stratégiques pour renforcer la diplomatie économique

La Mauritanie dispose aujourd'hui d'un capital diplomatique et institutionnel exceptionnel qu'elle pourrait davantage convertir en capital économique, financier et stratégique.

L'élection de M. Sidi Ould Tah à la présidence de la Banque africaine de développement et celle de M. Ismail Ould Cheikh Ahmed au poste de Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique constituent, à cet égard, des acquis majeurs, révélateurs de la crédibilité croissante dont jouissent la Mauritanie et ses compétences sur les scènes africaine et internationale.

L'enjeu consiste désormais à inscrire ces avancées dans une véritable stratégie de diplomatie économique, en les mettant au service de la mobilisation des financements, du développement de partenariats structurants, de l'attraction des investissements et de l'ouverture de nouveaux marchés.

Cette nouvelle étape devrait notamment s'appuyer sur la préparation d'études techniques, économiques et financières rigoureuses pour des projets stratégiques capables de présenter la Mauritanie non seulement comme un pays disposant d'importantes ressources naturelles, mais comme un espace d'investissement compétitif, doté de perspectives de croissance et de création de valeur.

1. Faire de la diplomatie un levier de puissance économique

La Mauritanie gagnerait à faire évoluer sa diplomatie traditionnelle vers une diplomatie économique proactive, articulée autour d'objectifs précis : mobilisation des capitaux, attraction des investisseurs, accès aux marchés et transfert de technologies.

Dans cette perspective, les représentations diplomatiques pourraient jouer un rôle accru dans l'identification des investisseurs et des partenaires stratégiques, la promotion des opportunités nationales et la mise en relation des acteurs économiques mauritaniens avec leurs homologues étrangers.

La diplomatie économique devrait ainsi devenir un instrument permanent de promotion des intérêts économiques nationaux.

2. Orienter l'investissement vers la création de valeur

L'attraction des investissements étrangers ne devrait pas être envisagée uniquement sous l'angle des volumes financiers mobilisés, mais également à travers leur impact sur la transformation structurelle de l'économie.

La Mauritanie devrait donc privilégier les projets économiquement viables et stratégiques, notamment ceux qui favorisent la transformation locale des ressources, le développement industriel, la création d'emplois qualifiés, le transfert de technologies, l'augmentation des exportations et l'élargissement de la base productive nationale.

Une telle orientation suppose un environnement d'investissement plus lisible, des procédures simplifiées et un accompagnement institutionnel efficace, depuis la conception du projet jusqu'à sa réalisation.

3. Transformer la diaspora en partenaire stratégique du développement national

La diaspora mauritanienne représente un capital financier, humain et relationnel majeur. L'objectif est de dépasser son rôle traditionnel de source de transferts pour en faire un véritable partenaire du développement national.

À cette fin, la création de « Watani Numérique », application publique nationale dédiée au transfert sécurisé des fonds des communautés mauritaniennes établies à l'étranger vers la Mauritanie, pourrait contribuer à renforcer la monnaie nationale, à soutenir l'économie et à améliorer la traçabilité des flux financiers.

En complément, la création de la plateforme nationale « Investir dans votre pays » permettrait de présenter à la diaspora des opportunités d'investissement transparentes et structurées, et de faciliter l'orientation d'une partie de leurs transferts et de leur épargne vers des projets productifs et stratégiques.

L'ensemble pourrait être développé en complémentarité avec la CDD, Mauripost, PROCAPEC et ISKAN, afin de constituer une architecture financière et numérique cohérente au service du logement, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie et des services.

Enfin, une base de données nationale des compétences, entrepreneurs et investisseurs mauritaniens à l'étranger permettrait de mieux mobiliser leur expertise, leurs réseaux professionnels et leur capacité à faciliter l'accès aux marchés internationaux.

L'enjeu est de transformer les transferts de la diaspora en un levier durable d'investissement, de création de valeur et de développement économique national.

4. Construire une stratégie nationale intégrée

La Mauritanie dispose aujourd'hui d'un ensemble d'atouts diplomatiques, humains, naturels et géostratégiques qui peuvent constituer les fondations d'un nouveau cycle de développement économique.

L'objectif doit désormais être de transformer le capital diplomatique en capital économique, l'épargne en investissement, les ressources naturelles en valeur ajoutée et les compétences nationales en capacité productive.

Cette transformation nécessite une vision intégrée associant diplomatie économique, investissement, industrialisation, innovation, mobilisation de la diaspora et valorisation des ressources nationales.

Elle doit également s'appuyer sur une gouvernance capable d'assurer la coordination entre les institutions publiques, le secteur privé, les investisseurs nationaux et internationaux ainsi que la diaspora.

Agence

BID

253 milliards de FCFA d'accords et de lettres d'intention attendus au Cameroun

Le Groupe de la Banque islamique de développement (BID) prévoit la signature, le 14 septembre 2026 à Yaoundé, de plusieurs accords de financement et lettres d'intention d'un montant cumulé de 385,85 millions d'euros. Au taux fixe de 655,957 FCFA pour un euro, cette enveloppe correspond à 253,1 milliards de FCFA.

Les documents doivent être conclus à l'issue de la Journée du Groupe de la BID consacrée au Cameroun, selon les informations communiquées avant la rencontre. Leur ventilation par projet, bénéficiaire et instrument financier n'a cependant pas été publiée.

Cette somme ne peut donc pas encore être présentée comme 253 milliards de FCFA de ressources nouvelles déjà disponibles pour l'économie camerounaise. L'enveloppe additionne des accords de financement et des lettres d'intention, qui n'ont pas la même portée. Elle peut également réunir des prêts à l'État, des lignes destinées aux banques ou aux entreprises, des financements du commerce et des mécanismes d'assurance. Le calendrier des décaissements, les maturités, les coûts et les éventuelles garanties ne sont pas précisés.

Deux dossiers publics déjà avancés

Le principal financement public connu concerne la réhabilitation de la route Douala-Bafoussam. Le conseil d'administration de la BID a approuvé, le 19 mai 2025, une contribution de 212,35 millions d'euros, soit environ 139,3 milliards de FCFA, pour cet axe de 218,9 km. Les procédures de préqualification des entreprises ont déjà été engagées, selon les avis de marchés publiés par la banque.

L'approbation accordée en 2025 ne valait toutefois ni signature de l'accord avec le Cameroun ni décaissement. À lui seul, ce financement équivaut à 55 % des 385,85 millions d'euros annoncés pour la journée de Yaoundé, mais les informations disponibles ne confirment pas encore qu'il entre dans ce total.

Un autre dossier concerne le Projet de développement rural intégré du Dja. Un décret présidentiel du 30 juillet 2026autorise le ministre de l'Économie à conclure trois accords avec la BID, pour un montant cumulé de 41,92 millions d'euros, soit environ 27,5 milliards de FCFA.

Rapportés arithmétiquement l'un à l'autre, les financements de la route Douala-Bafoussam et du projet du Dja atteignent 254,27 millions d'euros, soit 166,8 milliards de FCFA. Ils représenteraient 65,9 % de l'enveloppe annoncée s'ils figurent parmi les documents prévus le 14 septembre.

Le secteur privé visé par plusieurs instruments

La rencontre doit aussi rapprocher les entreprises et établissements financiers camerounais des différentes composantes du Groupe. La Société islamique pour le développement du secteur privé finance les entreprises et les intermédiaires financiers, l'ITFC intervient dans le financement du commerce et l'ICIEC couvre certains risques liés aux investissements et aux exportations. Ces missions distinctes sont présentées sur le site du Groupe de la BID.

Les échanges annoncés portent sur l'accès des PME aux ressources de moyen et long terme, les partenariats public-privé, les énergies renouvelables, les infrastructures vertes et le capital humain. L'Institut de la BID, la plateforme d'affaires THIQAH et le Fonds Lives and Livelihoods doivent également présenter leurs dispositifs.

La portée de ces annonces dépendra néanmoins de la nature des documents signés. Une lettre d'intention ouvre généralement une phase de négociation ou de structuration. Elle ne garantit pas, à elle seule, la mise à disposition des fonds.

Un cadre de coopération encore en préparation

La journée de Yaoundé doit enfin lancer la préparation du Country Engagement Framework, ou Cadre d'engagement pays. Ce document est appelé à fixer les priorités de la coopération entre le Cameroun et les différentes institutions du Groupe. Il ne constitue pas, en lui-même, un accord de financement.

En juin 2026, le ministère camerounais de l'Économie évaluait le portefeuille actif de la BID dans le pays à près d'un milliard de dollars. Il annonçait également un accord de principe pour élaborer un cadre de partenariat triennal couvrant notamment la santé, les infrastructures, l'énergie, l'éducation et l'agriculture, sans publier d'enveloppe pour la période à venir. Le compte rendu du MINEPAT ne détaillait pas non plus l'état des décaissements du portefeuille existant.

Rami Ahmad, vice-président chargé des opérations de la BID et chef de la délégation attendue à Yaoundé, présente le futur cadre comme un moyen de regrouper les interventions publiques, privées et commerciales autour d'une programmation commune.

La liste exhaustive des documents signés, leur valeur individuelle, leurs bénéficiaires, leurs conditions financières et leur calendrier de décaissement permettront de déterminer quelle part des 253,1 milliards de FCFA correspond à de nouveaux financements fermes et quelle part relève encore d'opérations à négocier.

Agence

SÉNÉGAL

Le marché régional absorbe le choc du traitement de la dette

Le Sénégal a levé 101 milliards FCFA sur le marché régional, lors de sa première émission depuis l'annonce d'un traitement de sa dette extérieure. Les rendements sont restés globalement stables, signe que les investisseurs de l'UEMOA ne sanctionnent pas, pour l'instant, la nouvelle stratégie de Dakar.

Premier passage sur le marché, premier test réussi. Le Sénégal a mobilisé 101 milliards FCFA (environ 179 millions de dollars) vendredi 11 septembre sur le marché des titres publics de l'UEMOA, quelques jours après avoir annoncé son intention de négocier un traitement de sa dette extérieure.

Pour une offre initialement fixée à 100 milliards FCFA, les investisseurs ont soumis 109 milliards FCFA, selon les données d'UMOA-Titres. Dakar a ainsi retenu la quasi-totalité des soumissions.

Plus significatif encore, l'annonce des discussions à venir avec les créanciers extérieurs ne s'est pas traduite par une brusque hausse du coût du financement en monnaie locale. Le rendement moyen des obligations à cinq ans s'est établi à 7,89 %, contre 8,24 % lors de l'adjudication précédente du 28 août. Les bons du Trésor à un an ont affiché un rendement moyen de 7,87 %, tandis que les obligations à trois ans sont ressorties à 7,75 %.

Le signal est d'autant plus suivi que le Sénégal avait augmenté de près de 43 % le montant recherché par rapport à sa précédente opération. La demande, elle, a légèrement reculé, sans remettre en cause la capacité du Trésor à mobiliser les ressources visées.

Cette relative stabilité tient notamment au périmètre du traitement de dette envisagé par Dakar. Les autorités sénégalaises ont indiqué que les engagements libellés en franc CFA seraient exclus de l'opération. Le risque de voir les titres détenus par les banques et investisseurs de l'UEMOA directement concernés par une restructuration apparaît donc, à ce stade, limité.

Le marché régional préservé, le front extérieur sous tension

La situation est plus délicate sur le front extérieur. Le gouvernement sénégalais et le Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé le 1er septembre un accord au niveau des services sur un nouveau programme de financement de 2,2 milliards de dollars sur trois ans. Dans ce cadre, Dakar prévoit d'engager un « traitement » de sa dette dans le cadre commun du G20.

Les autorités privilégient le terme de reprofilage, qui pourrait notamment passer par un allongement des maturités et une renégociation des taux d'intérêt, plutôt qu'une restructuration impliquant nécessairement une réduction du principal. En attendant l'ouverture de ces négociations, Dakar continue d'assurer le service de sa dette extérieure. Les autorités avaient engagé dès le 3 septembre le processus de transfert destiné au paiement du coupon de l'Eurobond en dollars à échéance 2048, dû le 13 septembre.

Les discussions avec les détenteurs d'obligations internationales s'annoncent néanmoins serrées. Un groupe de créanciers récemment constitué a prévenu qu'il chercherait à obtenir un traitement « équitable et soutenable » reposant sur des hypothèses économiques crédibles et un partage équilibré de l'effort entre créanciers. Le groupe, conseillé par le cabinet White & Case, estime que la charge devra être répartie conformément aux meilleures pratiques internationales.

R I.

CÔTE D'IVOIRE

Une alliance nationale pour accélérer le développement de l'IA

Adoptée en 2025, la stratégie ivoirienne sur l'IA fixe à l'horizon 2030 les grandes orientations du pays dans un domaine appelé à transformer l'agriculture, la santé, l'éducation et les services publics. Sa mise en œuvre suppose désormais une mobilisation accrue des acteurs économiques.

La Côte d'Ivoire veut accélérer le déploiement de solutions d'intelligence artificielle dans l'administration et les secteurs économiques. À l'issue de la deuxième édition d'IMPACT IA, vendredi 11 septembre à Abidjan, le gouvernement et le secteur privé ont signé le Pacte de l'Alliance nationale pour l'intelligence artificielle, présenté comme un cadre destiné à coordonner leurs actions dans ce domaine.

Le document a été paraphé par Djibril Ouattara (photo), ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, ainsi que par les représentants de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et de la Chambre de commerce et d'industrie. Le pacte porte notamment sur l'accès et la structuration des données, les infrastructures, la formation, la recherche et l'innovation. Il prévoit également de favoriser une utilisation éthique de l'IA. Pour le ministre, l'objectif est désormais d'accélérer l'adoption de la technologie et de passer aux résultats mesurables.

Cette orientation intervient alors qu'Abidjan cherche à réduire l'écart entre les stratégies nationales et les applications concrètes. Les trois jours d'IMPACT IA 2026 ont permis d'identifier 77 cas d'usage dans des secteurs comme l'administration publique, l'agriculture, la santé, l'éducation et les services aux populations. Le ministère veut notamment faire évoluer ces initiatives de la phase de prototypage vers des solutions effectivement déployées, avec des infrastructures et des modèles adaptés aux besoins locaux.

Le gouvernement a déjà intégré cet objectif dans son Plan d'accélération 2026 2028, qui comprend 40 projets prioritaires répartis autour de sept piliers.

Pour l'IA, cinq initiatives ont été retenues : améliorer la productivité des usagers, renforcer la compétitivité des secteurs économiques, définir et configurer une IA nationale, poser les bases d'un écosystème local et mettre en place un cadre d'utilisation éthique ainsi que des mécanismes de pilotage. La feuille de route s'appuie sur la Stratégie nationale de l'intelligence artificielle, adoptée en 2025, qui fixe les orientations du pays à l'horizon 2030.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe décroche dans l'attente du verdict de la Fed

Hormis Londres (+0,53%), les marchés européens reculent alors que le climat reste toujours aussi délétère au Moyen-Orient. Mercredi soir à 20h, la décision de politique monétaire de la Fed constituera le rendez-vous majeur de la semaine. Elle dictera la tendance future des marchés financiers. Avant 12h, le CAC 40 se replie de 0,79%, se maintenant sous la barre des 8 200 points pour la quatrième fois de suite : 8 114,81.

Sur le plan diplomatique, le sultanat d'Oman a annoncé ce lundi le report d'une réunion au sommet entre l'Iran et des pays du Golfe sur l'avenir et la sécurité du détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique par laquelle transite environ 20% du pétrole mondial qui fait l'objet de frictions entre les Etats-Unis et l'Iran. "Il a été décidé de reporter à une date ultérieure la réunion régionale qui devait se tenir lundi à Salalah, afin de créer les conditions propices à un dialogue constructif", a annoncé l'agence de presse officielle omanaise ONA.
Sur le terrain militaire, les affrontements se poursuivent. Les rebelles Houthis du Yémen ont rapporté dimanche avoir subi une cinquantaine de frappes saoudiennes sur leur territoire, ciblant notamment leur fief dans le nord du pays. Cette attaque est survenue quelques heures après une attaque revendiquée par ces combattants pro-iraniens contre une base militaire du royaume saoudien voisin.
Cette escalade des tensions secoue toujours les cours du pétrole, maintenant le baril au-delà des 100 dollars. Le prix du Brent de la mer du Nord recule de 1,61% à 107,53 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) bondit de 3,14% à 102,88 USD.

La Fed en ligne de mire

C'est dans cet environnement géopolitique volatile que la Fed dévoilera sa décision de politique monétaire, suivie du discours attendu de son président Kevin Warsh.
"Plusieurs éléments pourront être instrumentalisés par le FOMC pour remonter les taux : la forte hausse sur les derniers jours du prix du pétrole, un rapport sur l'emploi d'août meilleur qu'attendu et... le fait que l'inflation soit désormais au-dessus de la cible de 2% pour la cinquième année et demie. En réalité, la Fed pourrait agir simplement pour préserver sa crédibilité", a commenté Bastien Drut, responsable stratégie & analyse chez CPR AM.
De son côté, Paolo Zanghieri, Senior Economist chez Generali Investments, souligne les tiraillements au sein de la banque centrale : "Les chiffres élevés de l'inflation publiés en août ont fortement fait pencher la balance en faveur d'une hausse des taux de la Fed ce mercredi. Malgré l'aversion du président Warsh pour les indications prospectives, le signal clé résidera dans la trajectoire future anticipée par les membres du FOMC à travers les "dot plots". Le comité semble de plus en plus divisé ces derniers mois et les risques haussiers pesant sur l'inflation s'accumulent."
"Comme souvent depuis le début de la guerre, les rendements à long terme ont été la grande victime de cette nouvelle phase d'escalade. Le dix ans américain casse les 4,80% à la hausse pour s'arrêter aux portes des 5,0%. Le Bund de même échéance prend une quinzaine de points de base pour atteindre les 3,50%", observe Silex, groupe indépendant suisse de gestion d'actifs, dans une note d'analyse ce matin.

Pernod Ricard et Capgemini dans le vert

Dans l'actualité des sociétés côtées, Pernod Ricard (+3,13%) affiche l'une des plus fortes hausses du CAC 40 ce lundi. Le titre du groupe de vins et spiritueux est porté par une annonce favorable de Donald Trump. Le président américain va supprimer les droits de douane de 10% sur le whisky irlandais, ce qui devrait profiter au groupe français détenteur de la marque Jameson. "Cette marque représente potentiellement près de 30% des volumes de spiritueux de Pernod aux Etats-Unis", note Théodore Duval-Segard, analyste en charge du dossier chez AlphaValue.
En tête de cet indice phare parisien, Capgemini bondit de plus de 5% après avoir annoncé, samedi, la conclusion d'un accord. Le prestataire mondial de services informatiques vend sa filiale Capgemini Government Solutions à ITC Federal, un fournisseur américain de services et de solutions digitales pour les agences fédérales chargées de la sécurité intérieure et de la défense.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Septembre 2026
Valeur : 15 Septembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.1214	133.1364
1	EUR	EURO	154.4874	154.5314
1	GBP	POUND STERLING	179.8938	179.9627
100	JPY	JAPANESE YEN	86.2576	86.2953
1	CNY	CHINESE YUAN	19.8378	19.8412
1	CHF	SWISS FRANC	163.6202	163.6588
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.1929	96.2246
1	DKK	DANISH KRONE	20.6675	20.6730
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7573	13.7603
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.3319	14.3350
1	AED	UAE DIRHAM	36.2413	36.2483
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4499	35.4577
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.0443	434.2348
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.4123	45.8687
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2089	14.2105
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9875	21.0949
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3231	3.3334
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.8491	182.8491

BOURSE DE PARIS

Le secteur technologique sous la pression des craintes liées à l'IA

La grande peur d'une IA hors de tout contrôle humain a rattrapé la Bourse de Paris lundi, où les quelques valeurs liées à la tech plombaient l'indice CAC40, déjà affecté par la hausse du pétrole et l'envolée des taux. Vers 11H00, l'indice des 40 grandes valeurs françaises perdait 61,66 points (-0,75%) à 8.118,11 points, effaçant son gain de vendredi (+0,78%). Le CAC 40 était plombé par le recul du champion des semi-conducteurs STMicroelectronics (-5,83% à 42,07 euros) et de deux autres valeurs liées à l'équipement des centres de données (les électriciens Legrand, -5,11% à 134,60 euros, et Schneider Electrics, -4,83% à 277,05 euros). Hors CAC 40, Soitec (semi-conducteurs) accusait une chute encore plus lourde (-13,71% à 121,80 euros). Selon le principe des vases communicants, la chute des valeurs de l'IA marque le retour en grâce des fabricants de logiciels ou fournisseurs de "solutions" traditionnelles (CapGemini +3,89% à 106,90 euros et Dassault Système +2,82% à 20,81 euros). En tête de l'indice, figurait également Eurofins Scientific (soins de santé, +2,86% à 72,72 euros).
"Les déclarations d'Anthropic et d'OpenAI, qui souhaitent ralentir le rythme de développement de l'intelligence artificielle, sont très mal accueillies en Bourse", observe Andreas Lipkow, de CMC Markets. Le patron d'Anthropic, Dario Amodei, a appelé samedi à ralentir la vitesse de développement de l'intelligence artificielle (IA), un message auquel se sont rapidement rallié Elon Musk et Sam Altman (OpenAI). Sam Altman a également indiqué dimanche qu'Open AI ne fera pas son entrée en bourse cette année.

R I.

BOURSE ZURICH

Le vert reste de mise à l'approche de la mi-journée

Soutenue par ses poids lourds pharma notamment, la Bourse suisse consolidait ses gains lundi à l'approche de la mi-journée. Les investisseurs n'en demeuraient pas moins prudents face au rebond des prix du pétrole après la fermeture d'un oléoduc saoudien vendredi, tout en s'interrogent quant à l'évolution de l'intelligence artificielle (IA), après les appels de plusieurs dirigeants du secteur à davantage de prudence sur les modèles les plus avancés.
Vers 10h25, le baril de Brent bondissait de 3,67% à 108,46 dollars. Le rebond reflète la fermeture depuis vendredi d'un oléoduc saoudien suite à une attaque de drone et l'annonce lundi par Oman du report de discussions entre l'Iran et les États du Golfe.
La Réserve fédérale (Fed) fait face à un choc d'offre lié au pétrole et aux tensions géopolitiques, qu'une hausse de taux ne peut ni produire ni faire disparaître, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. "Relever ses taux mercredi pourrait donc constituer une erreur de politique monétaire si l'institution répond mécaniquement à la hausse du baril plutôt qu'à une véritable réaccélération de l'inflation domestique. Le risque serait d'affaiblir davantage le crédit, l'investissement et la consommation alors que la désinflation du logement et de l'alimentation se poursuit", note l'expert.
Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank aborde quant à elle "l'annonce selon laquelle les principaux fournisseurs de modèles d'IA (OpenAI et Anthropic) sont prêts à ralentir le développement de leurs modèles, plusieurs employés ayant démissionné ces dernières semaines - ce qui met en évidence les menaces croissantes qui pèsent sur le monde et l'humanité". Et l'experte de s'interroger: "qui paiera ces factures colossales? OpenAI, par exemple, se serait engagé dans un bail de 20 ans portant sur plus de 4 GW de capacité de centres de données, Nvidia fournissant un soutien financier plafonné à environ 105 milliards de dollars".
Parmi les rares données macroéconomiques de la matinée, le renchérissement du pétrole a tiré vers le haut les prix à la production et à l'importation en août en Suisse. En matière d'agenda, la semaine qui s'ouvre sera dominée par la réunion de la Réserve fédérale américaine mercredi.

Poids lourds en renfort

Du côté de la Bourse suisse, l'indice SMI après avoir démarré en hausse de 0,40%, a consolidé son avance dès les premiers échanges pour atteindre un plus haut du jour provisoire vers 09h25.
L'indice phare a ensuite évolué de manière latérale, notant vers 10h30 juste au-dessous des 13'900 points à 13'882,29 points, soit une hausse de 0,78%. Le SLI s'enrobait lui de 0,44% à 2229,53 points et l'indicateur élargi SPI de 0,58% à 19'566,98 points.
Le front des nouvelles d'entreprises demeurait cependant modeste. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, onze perdaient du terrain, les dix-neuf autres en gagnant.
Tout en haut de tableau, le bon du poids lourd Roche (+3,6%) soutenait fermement les indices, après avoir rapporté dimanche de bons résultat pour un traitement du cancer du poumon d'un partenaire chinois et alors que le concurrent AstraZeneca a subi un revers dans le cadre d'une étude de phase III pour un médicament contre le cancer du sein. Autre grosse capitalisation du marché, la nominative du voisin Novartis (+2,3%) se reprenait après les déboires de la semaine passée. Le géant de l'alimentation Nestlé (+1,5%) était lui aussi recherché. Le numéro un bancaire helvétique UBS (-0,8%) était lui passé dans le rouge. Intercalé en 2e position entre les deux mastodontes pharma rhénans, Lindt (+3,2%) progressait nettement, tout comme le numéro un mondial des arômes et parfums Givaudan (+1,9%) et le fabricant d'implants dentaires Straumann (+1,8%), Goldman Sachs ayant relevé sa recommandation à "buy" tout comme l'objectif de cours.

Agence

UNE PREMIÈRE SOUS L'ÈRE WARSH

La Fed semble prête pour une hausse des taux

Le président de la Réserve fédérale (Fed), Kevin Warsh, n'apprécie guère donner des indications prospectives sur la trajectoire probable des taux d'intérêt américains. Toutefois, une inflation élevée, un baril de pétrole à 100 dollars et son propre accent mis sur la nécessité d'assurer la stabilité des prix et d'être attentif aux signaux des marchés financiers semblent laisser peu de place au doute sur la suite des événements.

La banque centrale américaine annoncera sa décision de politique monétaire mercredi à 14h00 EDT (18h00 GMT), à l'issue d'une réunion de deux jours. Les marchés financiers parient massivement sur le fait que les responsables de la Fed relèveront leur taux directeur d'un quart de point de pourcentage, pour le porter dans une fourchette de 3,75 % à 4,00 %, tout en signalant de nouveaux resserrements à venir.

Une telle décision pourrait placer Kevin Warsh, qui dirige le comité de politique monétaire de la Fed depuis sa prise de fonction en mai, dans une position délicate. Le président Donald Trump a choisi Warsh avec l'attente explicite qu'il baisse les taux d'intérêt, mais ne l'a pas blâmé jusqu'à présent pour son manque de résultats, affirmant que la faute en incombe à ses collègues banquiers centraux 'politiques'. On ignore comment le président réagirait à une hausse des taux si peu de temps avant les élections de novembre, au cours desquelles le parti républicain de Trump défend de minces majorités au Congrès.

La décision de relever les taux, surtout si elle s'accompagne de projections des responsables pour une autre hausse cette année, comme certains analystes l'anticipent désormais, pourrait également contraindre Warsh à donner au moins quelques indications sur la trajectoire des taux et ses propres prévisions économiques — à moins qu'il ne préfère laisser la porte grande ouverte à de futures augmentations.

'Warsh devra également faire preuve de diplomatie dans ses remarques s'il entend toujours ne fournir aucune indication prospective (forward guidance)', a écrit Oscar Munoz, économiste chez TD Securities. 'Si la Fed décide de durcir sa politique, il sera certainement interrogé sur les futures hausses de taux. Il nous semble assez clair que d'autres resserrements seraient en préparation si la Fed choisit la voie de la hausse en septembre. Il sera intéressant de voir comment le président gérera cet exercice d'équilibriste.' Il y a une semaine, l'issue de cette réunion était bien moins certaine. 'Donnez une chance à la désinflation', avait plaisanté le gouverneur de la Fed, Christopher Waller, lors d'un événement REUTERS NEXT début septembre, citant des chiffres d'inflation plus modérés en juin et juillet qui semblaient tracer une voie vers l'objectif de 2 % de la Fed dans un délai raisonnable. 'Je pense que nous devons attendre et voir', avait déclaré John Williams, président de la Fed de New York, plus tôt ce mois-ci.

Mais les chiffres de l'inflation plus élevés que prévu la semaine dernière pourraient décevoir Williams et Waller, et s'ajouter au mécontentement des trois présidents de banques régionales de la Fed — Beth Hammack (Cleveland), Lorie Logan (Dallas) et Neel Kashkari (Minneapolis) — qui estimaient déjà en juillet que la Fed devrait relever ses taux et avaient exprimé leur désaccord face à la décision de statu quo. Plusieurs autres responsables de la Fed ont déclaré qu'ils devaient constater une désinflation 'prochainement', faute de quoi ils soutiendraient eux aussi une hausse des taux.

L'inflation des prix à la consommation aux États-Unis hors énergie et alimentation, une mesure clé de l'inflation sous-jacente, a augmenté de 0,3 % le mois dernier par rapport au mois précédent, a rapporté le Bureau of Labor Statistics, un niveau bien supérieur à ce qui est cohérent avec l'objectif de 2 % de la Fed.

Conjuguées à des prix du pétrole qui ont grimpé au-dessus de 100 dollars le baril sur fond de regain de hostilités au Moyen-Orient, les dernières données ne renforceront pas la confiance dans le fait que l'inflation sous-jacente se dirige vers les 2 % 'clairement et à une vitesse suffisante', comme Warsh avait déclaré vouloir le constater devant les banquiers centraux mondiaux à Jackson Hole, dans le Wyoming, le mois dernier.

'En fin de compte, les avertissements fermes et répétés du président sur l'intolérance à l'inflation risquent de nuire à la crédibilité de l'institution en l'absence d'une action concrète pour les appuyer', a déclaré Michael Feroli, économiste chez JPMorgan, qui prévoit que la Fed relèvera ses taux mercredi, bien qu'il considère que la décision soit 'plus serrée' que la probabilité d'environ 85 % intégrée par les marchés à terme.

Derek Holt, économiste chez Scotiabank, estime que relever les taux maintenant est une erreur, mais pense que cela se produira néanmoins, compte tenu des propos de Warsh. 'Le président Warsh s'est probablement enfermé dans une impasse avec sa grande déférence envers les marchés', a déclaré Holt. 'Si vous ne relevez pas les taux quand c'est anticipé par les cours, alors quand le ferez-vous ?'

Les économistes affirment que, la plupart des responsables de la Fed étant susceptibles de se ranger aux préférences du nouveau président de la Fed, Warsh pourrait rallier une majorité en faveur d'un maintien des taux.

Mais étant donné les déclarations répétées de Warsh selon lesquelles l'inflation est de la responsabilité de la Fed, le chiffre décevant de l'inflation en août et le récent signal de Trump indiquant que la guerre en Iran — et donc les prix élevés du pétrole — pourrait durer encore quelques mois, il se peut qu'il ne le souhaite pas.

'Nous pensons que Waller et Williams plaideront en faveur d'une hausse des taux au motif que la 'vitesse' du processus désinflationniste n'est pas satisfaisante', a écrit Gregory Daco, économiste chez EY-Parthenon. 'Avec seulement une ou deux voix dissidentes en faveur d'un statu quo, le président Warsh utilisera probablement la couverture de la majorité pour suivre le mouvement et votera lui aussi pour une hausse.'

R I/Agence

DÉNONÇANT DES "FORCES NÉGATIVES" ET DES "CHOSES QUI N'ARRIVERONT PAS"

Trump rejette les appels à freiner l'IA

Le patron d'Anthropic, Dario Amodei, avait plaidé pour une décélération sur l'IA afin de permettre de mieux appréhender les risques découlant des nouvelles capacités de l'intelligence artificielle. Il a été soutenu publiquement par son homologue d'OpenAI, Sam Altman, ainsi que par Elon Musk.

Donald Trump et plusieurs figures de son camp se sont dits opposés dimanche à un ralentissement du développement de l'intelligence artificielle (IA), l'un des sujets phares de la campagne des législatives de mi-mandat aux Etats-Unis.

Samedi, le patron d'Anthropic, Dario Amodei, avait plaidé pour une décélération sur l'IA afin de permettre de mieux appréhender les risques découlant des nouvelles capacités de l'intelligence artificielle. Il a été soutenu publiquement par son homologue d'OpenAI, Sam Altman, ainsi que par Elon Musk.

Dimanche, Donald Trump a critiqué les "forces négatives" à l'oeuvre dans le milieu de l'IA, les accusant de parler de "choses qui n'arriveront pas". Dario Amodei a notamment évoqué une IA "capable de prendre le contrôle de l'intégralité d'internet" d'ici 6 à 12 mois. "Nous croyons vraiment, sincèrement, que l'IA pourrait tuer tous les humains", a écrit mardi, sur X, Evan Hubinger, un des responsables de la sécurité chez Anthropic. Il réagissait à l'alerte lancée le même jour par Jacob Coxon, démissionnaire d'Anthropic, qu'il considère, comme OpenAI, trop laxiste sur le sujet.

"Si le Congrès se hâte et convoque une session extraordinaire pour essayer de réguler l'IA (via une loi), nous allons perdre la course (à l'intelligence artificielle) contre la Chine", a déclaré dimanche le président de la Chambre des représentants à la chaîne CNN. Mike Johnson faisait référence à la demande de plusieurs élus démocrates de renoncer à la suspension des travaux parlementaires prévue en octobre pour se consacrer à un texte sur la sécurité de l'IA.

La question s'est invitée dans le débat national depuis juillet et la révélation d'un incident qui a vu des IA d'OpenAI sortir spontanément de leur milieu confiné pour rejoindre internet et attaquer la plateforme d'IA Hugging Face.

Depuis, OpenAI et son principal concurrent, Anthropic, ont fait état d'autres incidents similaires, dont ces entreprises ne se sont rendues compte que plusieurs jours, voire plusieurs mois après.

L'administration Trump a manifesté à plusieurs reprises son hostilité à la régulation du secteur. Elle a établi, début août, un mécanisme d'examen des nouveaux modèles d'IA de pointe par le gouvernement américain, mais il est basé sur le volontariat et ses modalités n'ont pas été communiquées.

R I.

FRANCE/BUDGET 2027

Le gouvernement ne proposera pas de "gel" du barème de l'impôt sur le revenu

La porte-parole du gouvernement Maud Bregeon assure sur BFMTV ce dimanche que le gouvernement proposera d'indexer le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation.

Le gouvernement ne gèlera pas le barème de l'impôt sur le revenu, a annoncé lors du Grand Oral sur BFMTV ce dimanche 12 septembre sa porte-parole Maud Bregeon, le Premier ministre Sébastien Lecornu ayant promis qu'il n'y aurait "pas d'impôt nouveau" dans le prochain budget 2027.

"Nous proposerons l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation complète, pas en partie. Il est hors de question de geler ce qu'on appelle le barème", ce qui générerait "mécaniquement une hausse d'impôts pour l'ensemble des Français", a développé sur BFMTV la représentante du gouvernement.

Ne pas geler le barème pourrait même générer "une petite baisse d'impôt (...) parce que vous augmentez légèrement l'ensemble des tranches sur la base de l'inflation", a précisé Maud Bregeon.

L'exécutif reste néanmoins à la recherche de 30 milliards d'euros d'économies pour réduire le déficit et la dette publics. Il envisage de mettre à contribution les retraités à hauteur de 6 milliards.

Mais "les retraités ne porteront pas l'effort central de ce budget", "aucun retraité ne verra évidemment sa pension diminuer" et "les retraités les plus modestes (seront) évidemment principalement préservés", a assuré Maud Bregeon. Pour autant, avec les députés, qui débattront du projet de budget à partir du mois d'octobre, "on va se poser la question de la répartition de l'effort", a-t-elle dit.

Le ministre des Comptes publics David Amiel avait affirmé vendredi qu'il faudrait choisir entre l'indexation des pensions sur l'inflation et le maintien de l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités.

Interrogée pour savoir si le gouvernement entendait cette fois négocier un accord de non-censure avec le Rassemblement national, après celui avec les socialistes l'an dernier, Mme Bregeon a répondu que le gouvernement était "ouvert à discuter avec tous les parlementaires" et n'avait pas l'intention de "trier les élus".

Agence

POUR BOOSTER L'INTERNET PAR SATELLITE

Les États-Unis vont libérer plus de 1 000 MHz

La Federal Communications Commission votera le 30 septembre prochain l'ouverture de plus de 1 000 mégahertz supplémentaires dans les bandes 12 et 42 gigahertz. Le régulateur américain prévoit d'en réserver l'usage au haut débit satellite résidentiel, à la connectivité en avion et en mer, et au routage du trafic entre satellites.

Toujours plus. La FCC, l'autorité chargée d'attribuer les fréquences hertziennes, s'apprête à démultiplier la quantité de spectre réservée aux satellites de télécommunication. Le 30 septembre prochain, lors de sa réunion mensuelle ouverte, ses commissaires doivent voter l'ouverture des bandes 12 et 42 gigahertz, soit plus de 1 000 mégahertz de capacité supplémentaire, nous annonce Reuters.

Ces fréquences seraient affectées au haut débit résidentiel par satellite, à la connexion à bord des avions et des navires, et aux liaisons intersatellites.

Selon Brendan Carr, président de la FCC, l'ouverture de ces bandes « donne un formidable coup de pouce à l'innovation américaine » et doit maintenir, pour les foyers, une offre de connexion concurrentielle. Il ajoute que cette réforme doit également soutenir la croissance économique dans plusieurs secteurs, de l'aviation aux télécommunications.

1 000 mégahertz de plus pour les satellites américains

Cet élargissement concerne les bandes 12 et 42 gigahertz, pour une capacité totale supérieure à 1 000 mégahertz. Dans cette configuration, SpaceX serait le principal bénéficiaire. La société exploite aujourd'hui 9 600 satellites en orbite pour Starlink, qui compte 10,3 millions d'abonnés dans le monde.

Son service Direct to Cell connecte des téléphones ordinaires sans passerelle terrestre, notamment dans les campagnes reculées et les espaces maritimes, en partenariat avec l'opérateur américain T-Mobile US, le canadien Rogers et le japonais KDDI. En 2025, SpaceX a investi environ 17 milliards de dollars, soit près de 15 milliards d'euros, dans le rachat de fréquences auprès de l'opérateur américain EchoStar.

Chez la concurrence, la constellation Amazon Leo compte aujourd'hui plus de 390 satellites sur les 7 700 prévus. Son lancement commercial, plusieurs fois reporté, est désormais annoncé pour la fin de l'année. En parallèle, American Airlines doit installer la connexion Starlink dans sa flotte cette année.

Quatre opérateurs européens veulent candidater à la bande des 2 gigahertz

La FCC a par ailleurs réattribué, en juillet, 160 mégahertz de bande C aux réseaux mobiles terrestres américains, en versant 5,6 milliards de dollars (4,9 milliards d'euros) à l'opérateur luxembourgeois SES et 504 millions de dollars (443 millions d'euros) à l'opérateur français Eutelsat. En Europe, comme vous pourrez le lire dans notre encadré en fin d'article, quatre opérateurs, Orange, Deutsche Telekom, Vodafone et Telefónica, discutent d'un consortium pour candidater à la bande des 2 gigahertz lors d'une prochaine mise aux enchères. Ce consortium devrait être majoritairement détenu par une entité européenne.

Le 27 mai, la Commission européenne a proposé une procédure de sélection commune pour cette bande, avant l'expiration, en 2027, des licences actuellement en vigueur. Pour Bruxelles, cette bande est particulièrement adaptée aux services de connexion directe aux appareils mobiles, pour les appels, les messages et les données, aussi utiles pour les usages commerciaux que pour la sécurité dans les zones sans couverture terrestre.

SES et Eutelsat participent par ailleurs au consortium SpaceRISE, qui construit IRIS² pour l'Union européenne, avec un budget de 15,6 milliards d'euros pour une constellation de 348 satellites dont les premiers lancements sont prévus en 2029.

Les hackers de ShinyHunters et Helix détournent les passkeys pour siphonner les comptes Microsoft 365

Sous couvert d'une prétendue mise à jour de passkey, des groupes cybercriminels piègent des salariés, récupèrent leurs sessions Microsoft 365 et fouillent ensuite SharePoint, OneDrive et Exchange à la recherche de données sensibles.

Conçues pour résister au phishing, les passkeys servent maintenant d'appât. Microsoft vient de lever le voile sur une campagne que ses équipes suivent depuis mai 2026, menée par des groupes cybercriminels liés à ShinyHunters et Helix pour piéger des salariés et prendre le contrôle de leurs comptes Microsoft 365. Sans exploiter de faille à proprement parler, les attaquants redirigent leurs victimes vers un faux portail d'authentification ou détournent un flux Microsoft légitime afin de récupérer leur session et d'accéder aux données de l'entreprise.

Une presque banale arnaque au faux support informatique

Au départ, rien de très neuf. Les attaquants se font passer pour le support informatique de l'entreprise visée et contactent directement leurs cibles, souvent sur leur téléphone personnel. Il faudrait prétendument reconfigurer en urgence une passkey, la MFA ou le SSO sous peine de perdre l'accès aux outils professionnels.

Pour renforcer la crédibilité de leur bobard, les attaquants se renseignent en amont sur les salariés, leur fonction et l'organisation de l'entreprise à partir de sources publiques, parmi lesquelles les réseaux sociaux et les plateformes professionnelles. Ils enregistrent en parallèle des domaines génériques évoquant la configuration ou la synchronisation des passkeys, auxquels ils peuvent greffer le nom de l'entreprise ciblée pour donner au faux portail des airs de service interne.

Le but n'est ici pas tant de voler un mot de passe que de mettre le grappin sur un accès déjà authentifié. Microsoft indique avoir observé deux façons d'y parvenir. Dans le premier cas, le faux portail s'intercale entre la victime et la vraie page de connexion, selon une attaque de type adversary-in-the-middle, ou AiTM, et intercepte les identifiants ainsi que le jeton de session après validation de la MFA.

Dans le second, les cybercriminels détournent l'authentification par code d'appareil. La victime atterrit sur une vraie page Microsoft, y saisit le code communiqué par le faux support et valide sans le savoir une demande de connexion lancée par le pirate, qui récupère alors un jeton d'accès valide.

Une fois connectés, les attaquants passent au crible les applications et ressources auxquelles ils ont accès, exploitent Microsoft Graph pour recenser utilisateurs, groupes, rôles, sites SharePoint, fichiers OneDrive, mails et pièces jointes, et configurent leur propre méthode MFA pour garder la main sur le compte le plus longtemps possible. Une partie de cette reconnaissance et de la collecte est automatisée, sans pour autant virer au pillage éclair : Microsoft a vu les opérations s'étaler sur plusieurs heures, voire plusieurs jours, à raison de moins de 1 000 fichiers ou mails consultés par heure pour mieux se fondre dans l'activité normale d'un compte professionnel.

ShinyHunters et Helix dans le viseur de Microsoft

Microsoft ne rattache pas toutes ces intrusions à un seul groupe. Ses équipes ont notamment identifié Storm-3121, dont les accès alimentent des opérations d'extorsion liées à ShinyHunters et Falcon, ainsi que Storm-3032, formé par d'anciens membres de BlackFile aujourd'hui actifs sous la bannière Helix. D'autres acteurs du même écosystème emploient des méthodes comparables.

Pour les salariés, le principal réflexe consiste à se méfier de toute demande inattendue du support concernant une passkey, la MFA ou le SSO, en particulier lorsqu'elle arrive sur un téléphone personnel. Une vraie page Microsoft ne garantit pas non plus que la procédure soit légitime : dans le cas du device code, c'est justement sur le site officiel que la victime valide la connexion initiée par le pirate. Si un interlocuteur vous transmet un code à saisir ou vous presse de modifier vos réglages d'authentification, il faut vérifier sa demande en contactant le support par les canaux habituels de l'entreprise.

Côté administration, Microsoft recommande de privilégier les méthodes MFA résistantes au phishing, dont les passkeys FIDO2 et Windows Hello for Business, et de bloquer l'authentification par code d'appareil lorsqu'elle n'est pas nécessaire. L'éditeur conseille aussi de surveiller les nouvelles méthodes MFA enregistrées après une connexion inhabituelle, ainsi que les accès soutenus à Microsoft Graph, SharePoint, OneDrive ou Exchange. En cas de compromission, il faut révoquer immédiatement les sessions et jetons actifs, réinitialiser les identifiants et supprimer les méthodes d'authentification ajoutées par les attaquants.

BUGATTI

Du gouffre financier de Ferdinand Piëch au virage hybride

Fini, les rêves de grandeurs de Ferdinan Piëch ! Le fleuron de l'automobile française mais surtout celui de Volkswagen, Bugatti, n'appartient plus au groupe allemand. Après 30 ans à tutoyer les sommets dans le giron des marques de la firme de Wolfsburg, Bugatti est désormais propriété de l'entreprise croate Rimac spécialisée dans la fabrication d'hypercars électriques et d'un fonds d'investissement américain. C'est la fin d'une ère et c'est aussi tout un symbole, celui d'une ascension fulgurante, d'ambitions

L'annonce du transfert de Bugatti vers le constructeur croate Rimac marque la fin d'une ère industrielle d'exception. Dans les faits, Porsche vient de céder ses 45% de la coentreprise Bugatti-Rimac à un consortium d'investisseurs américains mené par l'entreprise New-Yorkaise HOF Capital. Mais oublions l'univers de la finance et la fébrilité des salles de marchés pour le facteur humain et l'histoire d'un meneur d'hommes.

En quittant le giron du groupe Volkswagen après près de 30 ans de règne, la célèbre marque alsacienne – fleuron de l'automobile française au passage - s'éloigne de l'héritage direct de Ferdinand Piëch, petit-fils de Ferdinand Porsche et figure tutélaire de l'automobile moderne. Pour comprendre la portée symbolique de cette page tournée, il faut mesurer à quel point l'histoire récente de Bugatti est indissociable de la vision impériale et du perfectionnisme quasi tyrannique de l'ingénieur autrichien.

Bugatti : le rêve d'un bâtisseur d'empire

Lorsqu'il racheta les droits de Bugatti à la fin des années 1990, Ferdinand Piëch ne cherchait pas une opération financièrement rentable. Au contraire, sa "première création", la Bugatti Veyron - au catalogue de 2005 à 2015 - fut un véritable gouffre financier. Le projet global engendra deux milliards de pertes, que le groupe Volkswagen épongea sans ciller.

La situation financière de Bugatti ne s'améliore véritablement qu'à la fin des années 2010, lorsqu'arrive la Bugatti Chiron, le modèle bénéficie pleinement de l'expérience – pour ne pas dire des erreurs – de sa devancière qui essuya les plâtres. Et surtout quand l'entreprise déploie son savoir-faire sur modèles spécifiques (Bugatti Centodieci, Bugatti Divo) ultra exclusifs générant de très fortes marges.

Feu Ferdinand Piëch qui nous a quitté à l'été 2019, n'aura pas assisté au retour à l'équilibre financier de Bugatti et encore moins à sa rentabilité retrouvée, en 2021, avec l'aide de Rimac.

Pour Ferdinand Piëch, l'enjeu était purement technologique. Bugatti devait avant tout être un instrument de prestige, afin de que le groupe Volkswagen devienne un géant omnipotent sur tous les continents.

Il imposa à Bugatti son rêve d'une voiture de série franchissant la barre des 400 km/h dans le confort d'une limousine ! Pour exécuter ce cahier des charges hors normes, la Bugatti Veyron était propulsée par un monstrueux moteur W16 quadriturbo fort de 1 000 chevaux.

Dans les faits, il s'agissait de l'assemblage complexe de deux moteurs V8 : la méthode des briques techniques, identique à celle appliquée à la fin des années 1980, lorsque pour bâtir l'Audi V8 – mère de la future A8 qui se lança à l'assaut des Mercedes Classe S et BMW Série 7 – les ingénieurs d'Ingolstadt marièrent deux blocs à quatre cylindres.

Mais dans le cas de la Veyron, les problèmes volèrent en escadrille. Face aux doutes des ingénieurs quant à la faisabilité d'un tel engin, Piëch imposa sa volonté avec intransigeance. Même si la mise au point du bolide pris plus de temps – et d'argent ! - que prévu initialement, Bugatti devint la vitrine absolue de l'ingénierie allemande et par extension de l'automobile, une époque où la maîtrise de la technologie primait sur toute considération environnementale.

Le passage de témoin vers l'ère électrique

Aujourd'hui, l'intégration de Bugatti au sein de Bugatti-Rimac sous la gouvernance de Mate Rimac — jeune entrepreneur de la Silicon Valley des Balkans — scelle la fin de cette philosophie du "toujours plus". Bugatti ne fait plus exception à la règle, comme l'ensemble des hypecar, la Tourbillon qui remplace la Chiron est entrée dans la sphère des hybrides. Elle abandonne le moteur W16 quadriturbo de 8 litres et 1 500 ch pour un bloc V16 atmosphérique inédit cubant 8,3 litres fort de 1 000 ch épaulé par trois machines électriques (deux à l'avant, une à l'arrière) cumulant quant à elles 800 ch.

L'électrification de l'automobile n'a donc pas épargné cette cathédrale mécanique qui faisant encore il y a peu figure d'exception.

Tesla veut remplacer les voitures de prêt par ses robotaxis

Tesla envisage de remplacer la voiture de prêt par un trajet en Robotaxi lors des passages en atelier. Cette option a été repérée dans le code de son application et serait limitée aux métropoles américaines où le service circule déjà. En France, un conducteur doit garder les mains prêtes à reprendre le volant, même dans les essais du FSD Supervised récemment autorisés.

Si vous êtes client chez Tesla et que votre voiture est immobilisée au garage, vous pouvez bénéficier d'une voiture de courtoisie, sous réserve de disponibilité, ou parfois un crédit Uber quand le parc de prêt est vide. Mais bientôt, ce ne seront plus les seules options. Le site spécialisé Not a Tesla App a repéré, dans la version 4.60.5 de l'application Tesla, un nouveau sélecteur de transport pour les rendez-vous de service. Ces options sont sv_transport_robotaxi pour un trajet en Robotaxi, sv_transport_paid_loaner pour un prêt facturé, sv_transport_e_bike pour un vélo électrique et sv_transport_bolt pour un partenaire tiers.

Pour le site InsideEVs, la première renvoie à la flotte Cybercab, qui, nous le savons désormais, roule sans volant ni pédales. Le nom Bolt renvoie de son côté à la plateforme européenne de covoiturage.

Et comme nous y sommes habitués, Tesla n'a communiqué ni date ni liste de centres concernés, et la fonction est, à l'heure où nous écrivons ces lignes, désactivée dans l'application.

Tesla ajoute le Robotaxi à ses rendez-vous d'atelier

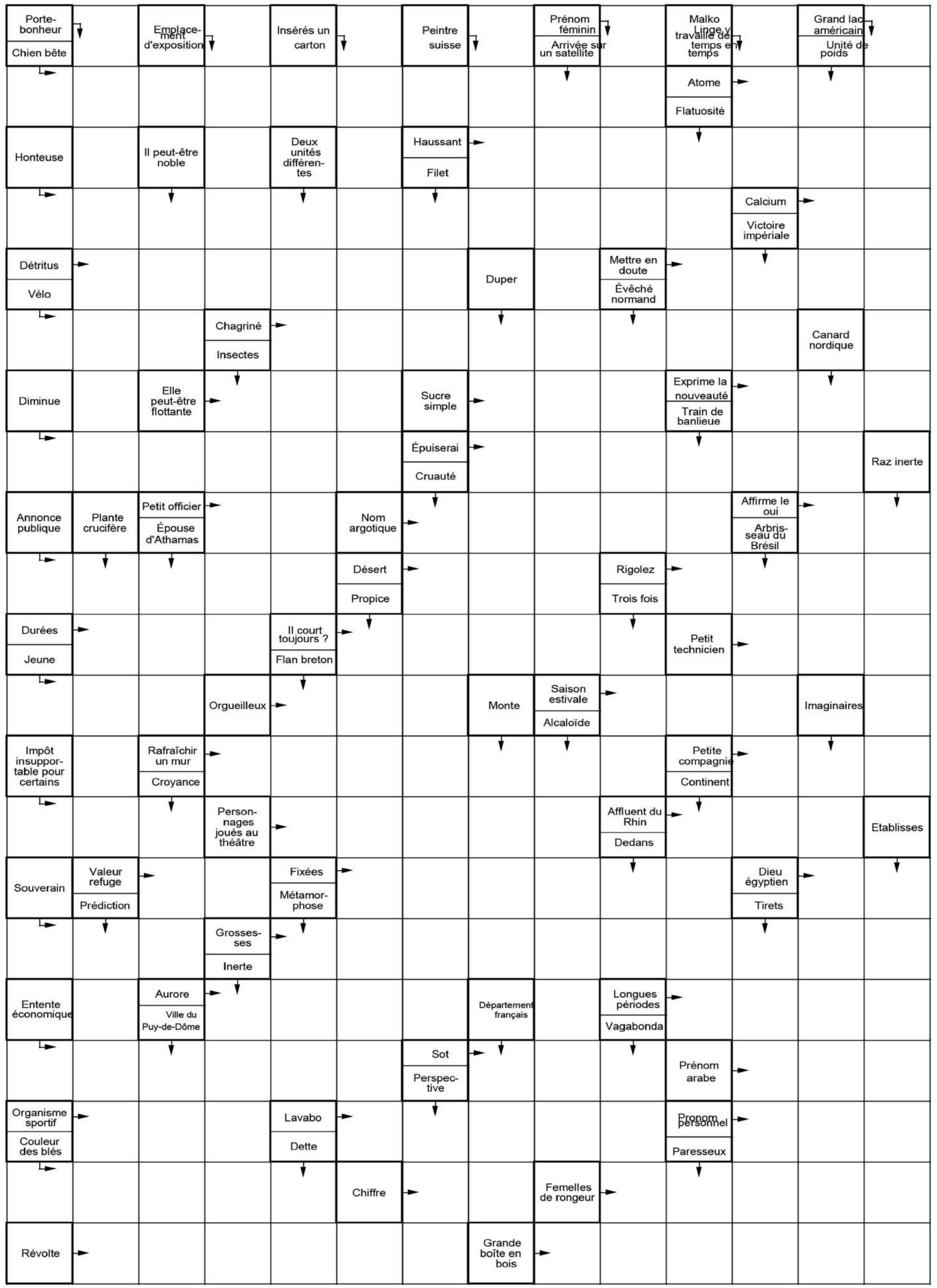
Techniquement, tout est possible et déjà en place.

Tesla connaît l'emplacement du véhicule en réparation, la durée prévue de l'intervention et l'adresse du client. Un Robotaxi pourrait donc récupérer le client juste après le dépôt de sa voiture, puis transporter d'autres passagers payants jusqu'à l'heure du retour. Sur une journée entière, le constructeur limiterait l'immobilisation d'un véhicule de prêt, réduirait les crédits Uber versés à ses clients et ferait la démonstration de sa conduite autonome auprès de clients qui n'auraient rien demandé, mais si jamais…

Actuellement, les Robotaxi de Tesla roulent à Austin, Dallas, Houston, Miami, Orlando, Tampa et dans la baie de San Francisco, parfois encore avec un conducteur de sécurité à bord selon la réglementation locale. Selon Not a Tesla App, Tesla activerait d'abord ce service dans les centres proches de Giga Texas, où le constructeur teste la majorité de ses évolutions avant de les étendre à d'autres marchés.

Mais ne nous emballons pas. Aux États-Unis, la NHTSA a ouvert une enquête sur le Cybercab au début du mois, deux jours après son lancement commercial. Ce régulateur fédéral encadre la sécurité automobile outre-Atlantique et veut vérifier si Tesla a correctement certifié un véhicule sans volant, sans pédales ni rétroviseurs, au regard de normes conçues pour des voitures conduites par un humain. Le constructeur n'a déposé aucune demande d'exemption, alors que la NHTSA peut en accorder jusqu'à 2 500 par an et par constructeur. Au moment de l'ouverture de l'enquête, quarante-cinq Cybercab étaient enregistrés, sur les 1 000 véhicules prévus pour ce déploiement progressif.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 15 septembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 108 dollars

Les cours du pétrole sont en forte hausse lundi, portés notamment par la poursuite des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 09H20 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, gagnait 3,36% à 108,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, prenait 3,55% à 103,60 dollars.

APN

Ouverture mercredi de la session parlementaire ordinaire 2026-2027

Le Parlement avec ses deux chambres ouvrira sa session ordinaire 2026-2027, mercredi prochain, conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution, indique, lundi, un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). La cérémonie d'ouverture est prévue au siège de l'APN, à partir de 10h00.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

12 décès et 233 blessés en 24 heures

Douze (12) personnes sont décédées et 233 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile.
"Durant la période s'étalant du 13 au 14 septembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 187 interventions suite à des accidents de la route, ayant causé 12 décès et 233 blessés", précise la même source. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mascara, avec "5 décès et un blessé", suite à deux accidents de la circulation, selon le bilan.
Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 300 interventions, ayant permis de sauver 197 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 98 autres et d'évacuer 5 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute la même source, déplorant le décès d'une personne par noyade en mer dans la wilaya d'El Tarf, au niveau d'une plage autorisée à la baignade.
En outre, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Chlef ont procédé au repêchage du corps d'un adolescent âgé de 17 ans, décédé noyé dans une marre d'eau, située au lieu dit "Houche El Ghaba", dans la Daïra d'Ouled Fares.
Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger et de Tizi Ouzou, selon le bilan, qui fait état du décès d'une femme dans un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation précaire située dans la commune d'Ouled Fayet, daïra de Chéraga.
Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte, la Protection civile est intervenue pour l'extinction de 7 incendies du couvert végétal, à travers plusieurs wilayas du pays.

TLEMCEN

Saisie de 15 kg de kif traité provenant du Maroc et arrestation de trois individus

Les services de la Sûreté de wilaya de Tlemcen ont saisi 15 kg de kif traité provenant du Maroc et procédé à l'arrestation de trois individus, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité.
Selon la même source, cette opération a été menée par les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Tlemcen, à la suite de patrouilles pédestres effectuées dans les zones frontalières ouest du pays. Ces patrouilles ont permis l'arrestation de deux individus et la découverte d'un colis contenant 900 grammes de kif traité.
L'enquête menée avec les deux individus arrêtés a permis d'identifier un troisième suspect, qui activait au sein du même réseau criminel. Ce dernier a été interpellé et la perquisition de son domicile a permis de découvrir 14 kg et 100 grammes de kif traité, précise le communiqué.
Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des trois individus, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, ajoute la même source.

CONSEIL DE LA NATION

Le bureau examine les préparatifs de la session parlementaire 2026/2027

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a présidé, lundi, une réunion du bureau du Conseil élargie aux présidents des groupes parlementaires, au délégué des membres non affiliés à un groupe parlementaire et au contrôleur parlementaire, indique un communiqué du Conseil. La réunion a été consacrée au débat des "préparatifs pour l'ouverture de la session parlementaire ordinaire du Conseil
de la nation (2026/2027), prévue le mercredi 16 septembre à 11h00 au siège du Conseil de la nation, ainsi qu'à la réunion des deux chambres du Parlement avec le représentant du Gouvernement pour arrêter le calendrier des travaux de la prochaine session parlementaire". La réunion a permis aussi "d'échanger les vues sur la programmation d'activités législatives et de contrôle et celles relatives à la promotion et à l'ancrage de la culture parlementaire au sein du Conseil de la nation au titre de l'année 2026/2027 et en prévision de la modification prévue du règlement intérieur du Conseil de la nation, outre l'examen de l'état des questions orales déposées auprès du bureau du Conseil". Par ailleurs, et à l'issue de la décision souveraine prise par l'Algérie concernant la rupture des relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis, le bureau du Conseil élargi a exprimé "son soutien total à cette décision intervenue après des avertissements répétés".
Au terme de la réunion, le président du Conseil de la nation a réaffirmé "son engagement à ancrer l'action parlementaire institutionnelle et à renforcer son rôle au service du citoyen et dans la préservation de l'intérêt supérieur du pays", ajoute la même source.

COOPÉRATION

Le ministre de la Communication reçoit l'ambassadeur de la République du Yémen en Algérie

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République du Yémen en Algérie, Mohammed Ali Alaoui El Yazidi, dans le cadre du renforcement des relations de coopération dans le domaine des médias entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.
Cette rencontre a été l'occasion d'examiner l'"état et les perspectives de la coopération dans le domaine de l'information et de la communication, ainsi que les moyens de développer le partenariat et d'échanger les expertises et les expériences, au service des intérêts communs et en faveur de la consolidation des relations bilatérales", selon la même source. Les deux parties ont également abordé nombre de questions d'intérêt commun, soulignant l'"importance du rôle de l'information et de la communication dans le renforcement du rapprochement entre les peuples et la promotion des atouts culturels et historiques des deux pays, ainsi que dans le soutien aux efforts visant à promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines".
Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé "leur souci de poursuivre la coordination et la concertation, de manière à contribuer au renforcement des relations existantes entre l'Algérie et le Yémen et à les hisser à des niveaux plus supérieurs".

SKIKDA

Une application électronique permettant aux usagers de suivre l'itinéraire et la position des bus de transport urbain et suburbain

Une nouvelle application électronique, permettant aux citoyens de suivre l'itinéraire et la position des bus de l'Etablissement de transport urbain et suburbain de Skikda (ETUS) vient d'être lancée, a indiqué, lundi, le directeur de cet établissement, Redouane Bouabida.
Selon le même responsable, l'application, disponible en téléchargement sur Play Store sous le nom "Bus Rusicada", permet aux usagers de suivre en temps réel l'itinéraire et la position des bus, facilitant ainsi la mobilité des citoyens et améliorant le service fourni par l'ETUS.
Le lancement de ce service numérique s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par cet Etablissement pour moderniser le service de transport et de donner aux citoyens toutes les informations utiles relatives au mouvement des bus, a ajouté M. Bouabida, rappelant que l'ETUS, qui dispose désormais de 66 véhicules, a récemment été "renforcé par 35 nouveaux bus modernes et confortables" afin de permettre aux usagers de voyager dans les meilleures conditions.

APS

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or au plus bas en un mois

L'or a chuté lundi à son plus bas niveau depuis plus d'un mois, alors que le rebond des prix du pétrole et des données sur l'inflation plus fortes que prévu ont renforcé les attentes d'une hausse des taux lors de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) cette semaine. L'or au comptant reculait de 1,8 % à 4.271,59 dollars l'once (13h28 GMT), touchant son plus bas niveau depuis le 7 août.
Les contrats à terme sur l'or américain ont chuté de 2,2 % à 4.311,20 dollars.
Des économistes s'attendent à ce que la Réserve fédérale relève son taux d'intérêt mercredi et procède à au moins une autre hausse d'ici la fin mars, renversant un fragile consensus de statu quo qui prévalait avant que les données officielles de vendredi ne montrent une inflation ferme.
L'indice des prix à la consommation (CPI) a augmenté de 0,4 % le mois dernier après une légère hausse de 0,1 % en juillet, a indiqué vendredi le Bureau of Labor Statistics du département du Travail. Les traders intègrent une probabilité d'environ 89% d'une hausse des taux lors de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale, selon l'outil CME FedWatch.
Bien que l'or soit généralement considéré comme une couverture contre l'inflation, la hausse des taux d'intérêt tend à réduire l'attrait du métal jaune, qui ne génère aucun rendement.
Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a glissé de 2,5 % à 62,88 dollars l'once, le platine a reculé de 2% à 1.759,87 dollars et le palladium a baissé de 0,6 % à 1.291,50 dollars. Par ailleurs, pour ce qui est des métaux industriels, les cours du cuivre ont accentué leurs pertes, lundi, l'incertitude entourant d'éventuels tarifs douaniers américains sur le cuivre affiné incitant les traders à la prudence.
Le cuivre à trois mois sur le London Metal Exchange (LME) reculait de 0,34 % à 14.191 dollars la tonne métrique, après avoir touché 14.136 dollars, son plus bas niveau depuis le 2 septembre.
Le contrat de cuivre le plus échangé sur le Shanghai Futures Exchange (SHFE) a chuté de 0,75 % pour clôturer à 107.840 yuans (16.079,68 dollars) la tonne métrique.
Le marché des métaux de base était globalement sous pression.
Sur le LME, l'aluminium a progressé de 0,25 %, tandis que le zinc a baissé de 0,52 %, le plomb a chuté de 0,98 %, le nickel a reculé de 0,21 % et l'étain a perdu 1,21 %.
Sur le SHFE, l'aluminium a baissé de 0,64 %, le zinc a chuté de 1,94 %, le plomb a décliné de 2,07 %, le nickel a perdu 1,55 % et l'étain a dégringolé de 3,81 %.

APS